



Enième polémique au FLN

## L'absence de Saâdani alimente les intrigues

Après une courte accalmie, la surenchère reprend de plus belle au Front de libération nationale (FLN). En attendant la réponse du patron du vieux parti, Amar Saâdani, dont les absences prolongées ces derniers temps alimentent les intrigues et aiguissent les appétits, le Bureau politique (BP) a vite fait de répondre au groupe des «14» en récusant «une vaine tentative de déstabilisation du parti».

Page 3

Mascara

## Sept morts dans une collision entre deux voitures

Page 24

A la demande du gouvernement d'Union nationale

# Les Etats-Unis frappent Daech en Libye

L'une des frappes de lundi a détruit un char de Daech et une autre a visé deux véhicules de ce groupe terroriste.

Page 4



Suppression du départ à la retraite sans condition d'âge

## Les travailleurs dans l'expectative

Page 2



Au premier semestre de l'année

## Les transactions sans factures en hausse

Le chiffre d'affaires dissimulé de transactions commerciales non facturées, mises au jour par les services du ministère du Commerce au 1<sup>er</sup> semestre 2016, a augmenté à 41,64 milliards de DA (mds DA) contre 31,51 mds DA durant la même période de 2015, en hausse de 32%, apprend-on auprès de ce ministère.

Page 2

France

## La communauté musulmane refuse d'associer les meurtriers à l'Islam

France». Un souhait qui intervient au lendemain de l'attentat meurtrier dans une église contre un prêtre à Saint-Etienne-du-Rouvray (près de Rouen).

L'opportunité et l'argumentaire de ce souhait, que beaucoup le comprennent comme une volonté du gouvernement de contrôler l'Islam en France, notamment depuis les attentats de Nice, dans lequel une victime sur trois était musulmane, et celui de Saint-Etienne-du-Rouvray, ne sont pas facilement acceptés par les membres de la communauté musulmane qui refusent d'associer les meurtriers à la religion musulmane, deuxième religion de France, qui «prône la paix et la fraternité».

Joignant le geste à la parole, plusieurs musulmans (femmes et hommes), fatigués

d'être pointés du doigt après chaque attentat terroriste, ont tenu à participer dimanche aux cérémonies de recueillement pour le prêtre assassiné.

Mais ce dont ils redoutent, c'est que cet amalgame entre l'Islam et le terrorisme soit entretenu malgré son absence dans le discours officiel des responsables français.

D'ailleurs, le recteur de la Grande-Mosquée de Paris, Dalil Boubakeur, avait affirmé dans une interview à l'APS que «les musulmans sont inquiets en France à cause de cette volonté de les assimiler et amalgamer avec les éléments de l'organisation terroriste Daech, qui sont nés en France et qui pratiquent le terrorisme».

Page 5



Le contrôle de l'Islam et ses mosquées par l'Etat français constitue un avant-goût de ce que va être la campagne électorale pour la présidentielle de 2017, au moment où plusieurs membres de la communauté musulmane refusent d'associer les meurtriers à l'Islam.

La scène politico-médiatique française connaît un intérêt particulier, notamment depuis le souhait du Premier ministre, Manuel Valls, exprimé vendredi dernier sur les colonnes du Monde, pour «inventer une nouvelle relation avec l'Islam de



Suppression du départ à la retraite sans condition d'âge

## Les travailleurs dans l'expectative

**La validation de la décision de suppression de la retraite anticipée et proportionnelle par le dernier Conseil des ministres continue de susciter la colère chez les travailleurs. En attendant la fixation par réglementation des métiers pénibles concernés par le maintien de ces deux genres de retraite, la tension ne cesse de monter.**



Par Nacera Bechar

**D**ans ce cadre, les travailleurs de la division Production de Sonatrach à Hassi R'mel ont boycotté le restaurant depuis dimanche dernier. Cette action intervient suite à un appel diffusé vendredi dernier. Comme seconde étape, ils menacent de lancer une grève de la faim dans le cas où le syndicat ne les suivrait pas dans leur action de protestation. Il est à savoir que ces travailleurs sont regroupés autour de la Coordination pour la défense du droit à la retraite anticipée (Cddra). Les travailleurs continuent de protester contre la suppression de la retraite anticipée qu'ils qualifient de droit. «Le droit à la retraite anticipée étant un acquis, et ayant cotisé pendant plusieurs années à la Cnas,

la mobilisation de tous est plus que nécessaire», estiment-ils.

Il est à noter que cette action est similaire dans plusieurs champs de gaz et de pétrole au Sud, à savoir, Ouargla, Hassi Messaoud, Adrar, In Aménas qui ont refusé de manger dans le restaurant durant les 30 et 31 juillet. Une grande partie de ses travailleurs tiennent leur action indépendamment de la Centrale syndicale alors que ceux qui tiennent toujours à l'Ugta attendent leur classement parmi les métiers à haute pénibilité.

Il est à savoir que la Centrale syndicale avait appuyé la décision du gouvernement dans le cadre de la dernière réunion de la tripartite, mais Omar Takjout, SG de la Fédération des travailleurs de textile défend une autre vision. Ce dernier soutient le maintien de départ sans condi-

tions d'âge pour les travailleurs qui ont assurés 32 ans de cotisation, car selon lui, ces derniers sont minimes et ne constituent pas une grande charge financière pour la Caisse nationale de retraite. D'autre part, un groupement de 16 syndicats dont ceux de l'éducation, de la santé, des affaires religieuses, de l'administration publique, de l'énergie, rejettent cette mesure. Au cours de cette rencontre, il a été décidé de se référer au président de la République qui est le seul habilité à statuer rapidement sur une telle affaire. Il est prévu également que ces syndicats adressent une demande d'audience à l'attention du Premier ministre. Ces syndicats réclament d'être associés à la définition des métiers pénibles.

Du côté des partis politiques, le Parti des travailleurs semble le

seul à rejeter l'avant-projet de loi relatif à la retraite.

En fait, avant-hier, Mme Hanoune a estimé que «la conjoncture que traverse l'Algérie actuellement exige la conjugaison des efforts et la mobilisation de toutes les énergies afin de préserver les acquis socioéconomiques au profit de toutes les catégories de la société».

Elle a exprimé le «rejet» par son parti de l'annulation de la retraite proportionnelle. Dans le dernier Conseil des ministres, il a été indiqué que la révision de projet de loi sur la retraite est destinée à sauvegarder la Caisse nationale des retraites qui fait face à une forte augmentation des départs à la retraite sans conditions d'âge ou à la retraite proportionnelle.

N. B.

Au premier semestre de l'année

## Les transactions sans factures en hausse

**L**e chiffre d'affaires dissimulé de transactions commerciales non facturées, mises au jour par les services du ministère du Commerce au 1<sup>er</sup> semestre 2016, a augmenté à 41,64 milliards de DA (mds DA) contre 31,51 mds DA durant la même période de 2015, en hausse de 32%, apprend-on auprès de ce ministère.

Sur les six premiers mois de l'année en cours, 4 994 infractions liées au défaut de facturation ont été constatées, soit 6,67% du total des principales infractions enregistrées suite à des opérations de contrôle des pratiques commerciales, indique la Direction générale du contrôle économique et de la répression des fraudes.

Les services de contrôle du ministère ont aussi relevé 30 658 infractions pour défaut de publication des prix et tarifs (41% du nombre total des infractions), 5.654 pour défaut de publicité des mentions légales (7,5%), 8 320 pour exercice d'activité commerciale sans local (11,1%), 6 199 pour opposition au contrôle (8,3%), 5 300 pour défaut de registre de commerce (7,1%) et 1 244 pour la pratique

de prix illicites (1,7%).

S'agissant des mesures administratives conservatoires, il a été procédé à la saisie de marchandises pour une valeur de 3,72 mds DA et à la fermeture administrative de 6 435 locaux.

En outre, les services de contrôle ont demandé l'inscription au fichier national des fraudeurs de 3 720 contrevenants ayant commis des infractions de facturation et d'exercice d'une activité commerciale sédentaire sans local.

Concernant les opérations de contrôle de la conformité et de la répression de fraude, 455 873 interventions ont été opérées tant sur le marché qu'au niveau des frontières, qui ont permis la constatation de 43 863 infractions aux règles relatives à la protection du consommateur.

Dans ce cadre, il a été procédé à la saisie de marchandises non conformes d'une valeur de 608,1 millions de dinars, le blocage aux frontières de cargaisons pour une quantité de 58 395 tonnes de produits non conformes d'une valeur de près de 10 milliards de DA,

ainsi que la fermeture de 2 322 locaux de commerce.

Les infractions principales relevées sur le marché ont concerné essentiellement le défaut d'hygiène (19 385 infractions), tromperie ou tentative de tromperie du consommateur (6 261 infractions), défaut d'étiquetage (3 609 infractions), absence de l'autocontrôle (3 840 infractions), détention et mise en vente de produits non conformes (1 587 infractions), opposition au contrôle (1 331 infractions) et défaut de certificat de garantie (787 infractions).

Au titre du contrôle de la conformité des produits importés, il a été procédé à l'examen de 50 968 dossiers d'importation pour une quantité de 14,83 millions de tonnes.

Cette opération a donné lieu au refus d'admission sur le territoire national de 854 cargaisons pour une quantité de 58 400 tonnes représentant une valeur globale de 9,89 mds DA et l'établissement de 224 dossiers de poursuites judiciaires à l'encontre des importateurs défaillants.

R. E.

## Prix du pétrole Le Brent frôle les 43 dollars

Les prix du pétrole remontaient hier à Londres, sur fond d'achats à bon compte après une forte dégringolade des cours la veille et alors que le dollar continuait à s'affaiblir.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en octobre valait 42,80 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en hausse de 66 cents par rapport à la clôture de lundi. Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour livraison en septembre prenait 50 cents à 40,56 dollars. «Les prix du pétrole se sont légèrement redressés mardi après que les deux contrats de référence principaux que sont le WTI et le Brent sont entrés en territoire baissier lundi, chutant de plus de 20% depuis leurs plus hauts de juin», précisait Hussein Sayed, analyste chez FXTM. Mais en dépit de ce rebond, dû essentiellement à des achats à bon compte favorisés par la forte baisse des cours depuis un mois et par la faiblesse actuelle du dollar, devise dans laquelle sont libellés les prix du brut, le marché pétrolier restait foncièrement orienté à la baisse.

Selon M. Sayed en effet, les mêmes facteurs qui ont entraîné les prix à un plus bas en 13 ans en janvier 2016 sont de retour sur le devant de la scène, à savoir un marché en situation excédentaire.

«Le rééquilibrage de l'offre et de la demande qui devait se produire dans la seconde partie de l'année semble avoir été reporté à 2017 alors que la production interrompue (dans certaines zones) a repris, que l'on s'attend à ce que la production de l'Organisation des pays producteurs de pétrole (Opep) augmente à des niveaux records et que le nombre de puits (de forage en activité) a continué à progresser aux Etats-Unis», poursuivait M. Sayed.

Or, le fait que l'Arabie saoudite a baissé le prix de vente de son pétrole à destination de l'Asie et que le gouvernement libyen est parvenu à un accord au cours du week-end pour relancer ses exportations de brut depuis deux terminaux pétroliers jusqu'alors fermés ont encore accentué la déprime des cours.

Dans ce contexte, le WTI est même tombé lundi sous la barre des 40 dollars le baril pour la première fois depuis fin avril, atteignant jusqu'à 39,82 dollars le baril, soit un minimum en trois mois et demi.

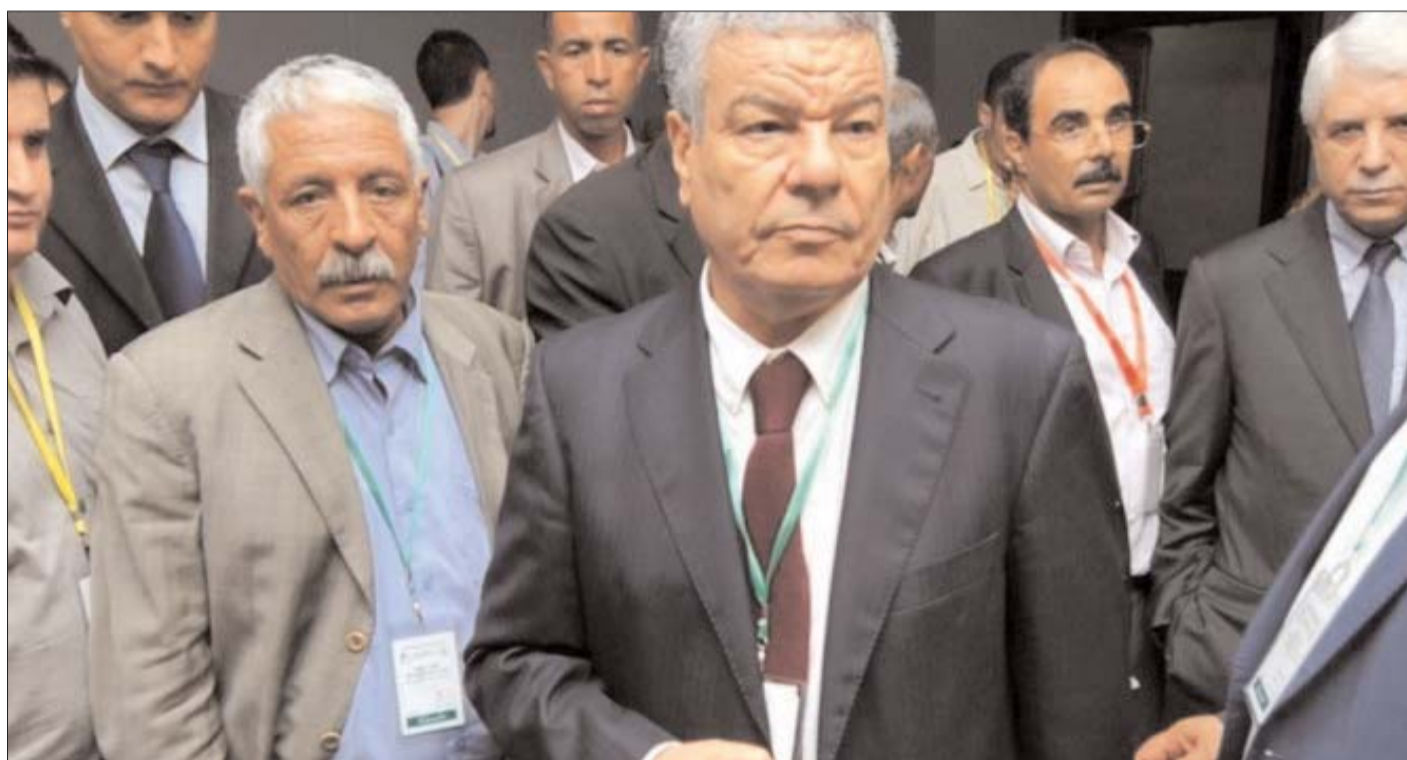
Si le Brent venait à lui emboîter le pas en tombant également à 40 dollars le baril, «cela marquerait une annulation de 50% des gains réalisés depuis son plus bas de cette année» en janvier, relevait Jasper Lawler, analyste chez CMC Markets.

R. E.

Enième polémique au FLN

# L'absence de Saâdani alimente les intrigues

Après une courte accalmie, la surenchère reprend de plus belle au Front de libération nationale (FLN). En attendant la réponse du patron du vieux parti, Amar Saâdani, dont les absences prolongées ces derniers temps alimentent les intrigues et aiguissent les appétits, le Bureau politique (BP) a vite fait de répondre au groupe des «14» en récusant «une vaine tentative de déstabilisation du parti».



Par M. Ait Chabane

Les signataires du communiqué de «soutien absolu au frère Amar Saâdani» ont par là même réitéré leur attachement indéfectible aux orientations du président de la République, Abdelaziz Bouteflika et à son programme. «Les militants des différentes structures de la formation s'emploieront par tous les moyens à contrecarrer toute tentative de division du parti et par conséquent, la déstabilisation du pays», affirment les rédacteurs du communiqué, qui réitèrent leur «indignation à l'égard de toute ingérence patente ou latente émanant de l'extérieur des bases militantes du parti». Une réponse certes

musclée des membres du BP du FLN, mais qui renseigne sur les profonds clivages qui minent le parti à l'approche des échéances électorales et la perte de vitesse de la direction actuelle sous la houlette de Saâdani, de plus en plus absent sur le terrain. L'offensive des personnalités historiques et le réveil des redresseurs, dont la périodicité et l'ampleur cachent bien des desseins inavoués, augurent d'une recomposition imminente au sein du vieux parti, comme de coutume, à l'approche de chaque échéance électorale importante. La réponse de la direction du FLN est très édifiante dans ce sens. «Seuls les militants sont souverains quant aux décisions concernant leur parti conformément aux textes», affirme-t-on,

avant d'ajouter que la formation «leur appartient exclusivement». Et de réitérer la «confiance totale en la personne du secrétaire général du parti FLN, Amar Saâdani, en vue de préserver les acquis réalisés et de se préparer aux échéances futures». En attendant donc d'autres rebondissements de cette sortie surprenante et intrigante du groupe des «14», car il y en aura certainement, les choses vont se compliquer davantage au FLN. La montée au créneau des Belayat, Abada et autres contestataires ne se fera pas attendre et le retour de Abdelaziz Belkhadem, annoncé en grande pompe ces derniers jours, va pimenter davantage la polémique. S'il est vrai que Amar Saâdani a pu résister à toutes les tempêtes jus-

qu'à présent, il n'en demeure pas moins qu'il semble fragilisé et de plus en plus isolé sur la scène. Ses absences répétées l'ont davantage éloigné du terrain politique, ce qui laisse libre champ aux contestataires et autres tentatives de récupération des rênes du vieux parti. En plus des législatives qui approchent à grands pas, les enjeux liés à la présidentielle de 2019 commencent déjà à faire jaser la scène politique et le FLN en est le plus grand terrain. Les guéguerres qui minent le vieux parti y sont étroitement liées. L'on s'attend dans ce sens à ce que la contestation se durcisse contre Saâdani dans les tout prochains jours, en attendant son retour sur la scène nationale.

M. A. C.

Le thème principal c'est «le leadership politique»  
Début aujourd'hui de l'université d'été du MSP

Par Rachid Chihab

Le Mouvement de la société pour la paix (MSP), entamera aujourd'hui au village des artistes à Zéralda (Alger), les travaux de son université d'été qui s'étalera sur trois jours. Cet important événement politique pour la formation politique sera une occasion pour les militants et les cadres du parti d'aborder des thèmes politiques et socioéconomiques d'actualité, indique un communiqué du MSP. «La 14<sup>ème</sup> université d'été du MSP sera un espace de débat, de concertation et d'échange en vue de renforcer les capacités des structures du mouvement pour faire face aux défis de l'heure», peut-on lire dans le document. Le principal thème choisi pour cette 14<sup>ème</sup> édition est «le leadership politique», note la même source. L'actualité nationale et internationale ne sera pas en reste de cette activité. En effet, un programme riche en thématiques ayant un trait avec ces deux sujets sont inscrits au menu. Sur le plan interne, le MSP souligne la gravité de la conjoncture économique actuelle et propose une série de voies à suivre pour éviter le chaos au pays. Selon le communiqué, le déficit en matière de nombre d'entreprises en Algérie est énorme. «Notre économie a besoin de deux millions d'entreprises, nous en avons que 600 000», regrette le Mouvement de la société pour la paix qui n'écartera pas l'aggravation de la situation à court et moyen terme. «Selon des études économiques nationales et étrangères, le pays est exposé à une crise économique grave et ne sera pas sans incidence sur les deux volets sécuritaire et social», s'inquiète le MSP qui impute la responsabilité au pouvoir en place qui n'a pas su gérer la manne pétrolière. Sur le plan politique, le parti de Abderrezak Makri déplore ce qu'il appelle «le recul des libertés fondamentales», et «la persistance de la pensée unique au sein du pouvoir». En outre, il dénonce les démarches du gouvernement, notamment en ce qui concerne le Code électoral et la haute instance chargée de surveiller les élections. A cela s'ajoute la Constitution. Au plan international, le MSP se félicite de l'échec du coup d'Etat en Turquie. Un échec qui donne de l'espoir pour les mouvements islamistes dans le monde, estime la même source. À cet exploit, s'ajoute la percée des partis islamistes en Tunisie et au Maroc. Toutefois, le parti s'inquiète de la situation à Ghaza qui demeure sous embargo depuis des années.

R. C.

Grande zone arabe de libre-échange

## Les exportations algériennes en recul

La balance commerciale de l'Algérie avec la Grande zone arabe de libre-échange (Gzale) a affiché un déficit de 351 millions de dollars en 2015, contre un excédent de plus d'un milliard de dollars en 2014, a appris l'APS auprès de l'Agence nationale de promotion du commerce extérieur (Algex).

Les exportations algériennes vers les pays de cette zone ont reculé de plus de 40% en 2015 comparativement à l'année d'avant.

Dans les détails, les exportations algériennes des hydrocarbures vers cette zone ont fortement baissé à 2,1 milliards de dollars en 2015 contre 3,5 milliards de dollars en 2014 (-40%) en dépit d'une augmentation importante des volumes vendus (+40%).

Les exportations hors hydrocarbures (HH) ont également chuté de 52% à 121 millions de dollars, en raison notamment d'une baisse de 70% des ventes de sucre à près de 48 millions de dollars.

Représentant près de 60% des exportations HH vers la Gzale, les produits agricoles et agroalimentaires ont reculé à 71,5 millions de dollars (-60%), sachant que le sucre en représente 67%, alors que le reste se compose essentiellement des dattes (5 millions de dollars), des truffes (4,2 millions de dollars), des eaux minérales et gazéifiées (3,5 millions de dollars), des pâtes alimentaires (2,1 millions de dollars) et des yaourts (2,1 millions de dollars).

Les produits industriels ont représenté, quant à eux, 40%

des exportations algériennes HH vers cette zone avec un montant de 49,4 millions de dollars (-35%) dont 18,8 millions de dollars d'exportations d'ammoniac.

En termes de clients, 71,7% des exportations algériennes HH vers la Gzale ont été destinées à la Tunisie, au Maroc, au Liban et à la Syrie.

Ainsi, la Tunisie a été le premier client de l'Algérie en ayant absorbé 32% des exportations HH globales algériennes vers la Gzale, soit une valeur de 39 millions de dollars dont 27% pour le sucre, 20% pour le verre plat, 8% pour les eaux minérales et gazéifiées, 8% pour les dérivés sulfonés et 5% pour les jus de fruits.

Le Maroc a été le deuxième marché avec 18,3% des exportations HH algériennes vers la

Gzale, composées d'ammoniac (81%), dattes (9%), verre plat (3%) et de verre de sécurité (3%). Quant au Liban, il a drainé 11% des exportations algériennes HH, suivi de la Syrie (10%) et de l'Arabie Saoudite (5,6%).

Les importations algériennes depuis cette zone ont légèrement baissé en 2015 en s'établissant à 2,5 milliards de dollars, contre 2,6 milliards de dollars en 2014, soit une baisse de 4,2%.

Les produits industriels importés depuis la Gzale, d'une valeur de 2,3 milliards de dollars, ont reculé de 4% tels les transformateurs électriques les fils et câbles électriques, le fil du cuivre, les médicaments et les matières de plastique.

Pour les produits agricoles et

agroalimentaires, leurs importations ont baissé en passant à 274 millions de dollars contre 291 millions de dollars (-6%).

Il s'agit essentiellement des légumes à cosse secs, tabacs, jus de fruits, graines des épices, sucreries, légumes conservés et fruits secs.

Les importations des produits de la pêche ont progressé de 2% enregistrant une valeur de 9,8 millions de dollars en 2015 contre 9,6 millions de dollars en 2014. Durant l'année 2015, les principaux fournisseurs de l'Algérie au sein de la Gzale ont été l'Arabie Saoudite (24% des importations algériennes), l'Égypte (19%), la Tunisie (17%), les Emirats arabes unis (13%) et le Maroc (8,3%).

Bilal L.

A la demande du gouvernement d'Union nationale

# Les Etats-Unis frappent Daech en Libye

A la demande du gouvernement d'Union nationale (GNA), les Etats-Unis ont mené lundi leurs premières frappes aériennes contre des positions de Daech à Syrte et les forces libyennes commencent à reprendre du terrain.



Par Sofiane Aït Mohamed

« Les premières frappes américaines contre des cibles précises de Daech ont eu lieu aujourd'hui (hier Ndlr), infligeant de lourdes pertes (aux jihadistes) à Syrte », à 450 km à l'est de Tripoli, a indiqué le chef du GNA, Fayed al-Sarraj, dans une déclaration télévisée. Washington qui a, au cours des derniers mois, mené d'autres frappes aériennes contre Daech en Libye a immédiatement confirmé ces bombardements à Syrte. « A la demande du GNA, les forces armées des Etats-Unis ont conduit des frappes précises contre des cibles de l'EI à Syrte », a indiqué le porte-parole du Pentagone, Peter Cook, dans un communiqué. Un responsable de la Maison-Blanche a expliqué, pour sa part, que le président Barack Obama avait « autorisé les forces armées américaines à effectuer des

frappes en appui aux forces du gouvernement d'union à la demande du Premier ministre » libyen. Les forces pro-GNA tentent de reprendre la totalité de la ville de Syrte dans laquelle elles sont entrées le 9 juin et où elles assiègent depuis les jihadistes. Elles sont ralenties par la forte résistance de Daech qui mène des contre-attaques, notamment en perpétrant des attentats-suicides. L'une des frappes de lundi a détruit un char de Daech et une autre a visé deux véhicules de ce groupe terroriste, a souligné M. Cook, ajoutant que les raids à Syrte « vont se poursuivre ». Pour M. Sarraj cependant, ces frappes interviennent « dans un cadre limité dans le temps » et elles « ne dépasseront pas Syrte et sa banlieue ». « Nous avons demandé l'appui de la communauté internationale, mais nous souhaitons affirmer qu'il n'y aura aucune présence étrangère sur le sol libyen », a encore déclaré le chef du gou-

vernement libyen, rappelant que « toute aide doit être effectuée à la demande directe du GNA ». Aucun soldat américain « ne participera aux opérations terrestres du GNA », a assuré le responsable de la Maison-Blanche, et l'aide des Etats-Unis « se limitera aux frappes et au partage de renseignements ». Selon un responsable du centre de commandement des opérations à Syrte, les raids américains de lundi ont été effectués au terme « de négociations et d'un accord écrit » entre le GNA et les Etats-Unis portant sur des détails techniques et des conditions précises, parmi lesquels l'« annonce simultanée » des frappes par Tripoli et Washington. Les forces progouvernementales ont aussi repris dimanche un quartier important du centre de la ville de Syrte, resserrant davantage l'état autour des positions de Daech. « Nos forces ont pris le contrôle total du quartier al-

Dollar après l'assaut lancé dimanche par les forces loyales » au gouvernement d'union nationale (GNA) installé à Tripoli et reconnu par la communauté internationale, a indiqué le bureau médiatique des forces pro-GNA. « La nouvelle ligne de front s'établit désormais dans le secteur situé entre le quartier al-Dollar et le centre de conférence de Ouagadougou », où se positionnent l'EI à Syrte, ville située à 450 km à l'est de Tripoli. Cinq membres des forces progouvernementales ont péri dans les combats pour la reprise du quartier, selon un bilan du commandement militaire de l'opération pour la reprise de Syrte. Le groupe islamiste perd ainsi de plus en plus de terrain. Avec l'appui aérien américain et probablement d'autres forces qui pourraient ainsi intervenir avec l'accord des Libyens, Daech aura du mal à riposter.

S. A. M.

Tizi Ouzou et Skikda

## Destruction de caches contenant des armes

Des caches contenant notamment des projectiles et des outils de confection d'explosifs ont été détruits dimanche à Tizi Ouzou et Skikda par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP), indique lundi un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

« Dans le cadre de la lutte antiterroriste, des détachements de l'ANP ont découvert et détruit à Azazga, dans la wilaya de Tizi Ouzou (1<sup>ère</sup> Région militaire) et Skikda (5<sup>ème</sup> Région militaire), le 31 juillet 2016, des caches contenant deux mines, une bombe,

quatre projectiles de confection artisanale, un obus pour mortier, une grenade, un groupe électrogène et des outils de confection d'explosifs », précise le communiqué.

Par ailleurs, « dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, un détachement de l'ANP a arrêté à Relizane (2<sup>ème</sup> Région militaire), quatre narcotrafiquants et saisi 11 quintaux de kif traité, un véhicule touristique et un camion, tandis que les éléments des gardes-frontières ont saisi près de la localité frontalière de Menabha, dans la wilaya de Béchar (3<sup>ème</sup> Région militaire), une autre quantité de 10 quintaux et 30 kg ».

A In Guezzam (6<sup>ème</sup> Région militaire), « un détachement de l'ANP a intercepté quatre contrebandiers à bord d'un camion en provenance du territoire libyen et transférant par le Niger chargé d'une importante quantité de carburant s'élevant à 42 000 litres ».

En outre, « d'autres détachements ont arrêté 50 immigrants clandestins de différentes nationalités et saisi trois véhicules tout-terrain et 3,25 tonnes de denrées alimentaires destinées à la contrebande », note la même source.

Riad D.

### Bordj Badji Mokhtar et In Guezzam Quatre contrebandiers arrêtés par l'armée

Quatre contrebandiers ont été arrêtés et des détecteurs de métaux, des marteaux-piqueurs, ainsi qu'une quantité de dynamite et des moyens de détonation ont été saisis par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP) lundi à Bordj Badji Mokhtar et In Guezzam, indique hier un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

« Dans le cadre de la sécurisation des frontières et de la lutte contre la criminalité organisée, des détachements de l'ANP ont arrêté à Bordj Badji Mokhtar et In Guezzam (6<sup>ème</sup> Région militaire), le 1<sup>er</sup> août 2016, quatre contrebandiers et ont saisi sept détecteurs de métaux, trois marteaux-piqueurs, trois groupes électrogènes, 650 grammes de dynamite, des moyens de détonation et quatre motos », précise le communiqué.

A Oran (2<sup>ème</sup> Région militaire), « au cours d'une opération conjointe menée par un détachement de l'ANP et les éléments de la Gendarmerie nationale, trois narcotrafiquants ont été arrêtés et une quantité de trois quintaux et 30 kg de kif traité dissimulée à bord d'un véhicule touristique a été saisie, tandis que les éléments des gardes-côtes de Marsa Ben M'hidi (wilaya de Tlemcen) ont saisi une autre quantité de 41 kg », note la même source.

D'autre part, « les unités des gardes-frontières et de la Gendarmerie nationale de la wilaya de Tlemcen ont déjoué plusieurs tentatives de contrebande de plus de 5 600 litres de carburant, ainsi que 500 unités de tabac ».

Par ailleurs à El Oued (4<sup>ème</sup> Région militaire), « un détachement de l'ANP a intercepté deux contrebandiers à bord d'un camion chargé de 11 304 unités de différentes boissons, tandis qu'un autre détachement a appréhendé à Illizi quatre immigrants clandestins de différentes nationalités », ajoute le communiqué.

R. N.

### Entrés illégalement en Algérie Rapatriement de 343 ressortissants nigériens

Pas moins de 343 ressortissants nigériens qui résidaient clandestinement à Oran et à Tlemcen ont été conduits, lundi à partir d'Oran, vers le Centre de transit de Tamanrasset en vue de leur rapatriement dans leur pays. « Cette opération, menée en coordination avec différents secteurs partenaires, s'est déroulée dans des conditions normales et dans le respect de la dignité humaine », a indiqué à l'APS, le président du comité d'Oran du Croissant-Rouge algérien (CRA), Larbi Benmoussa. Les ressortissants nigériens ont été d'abord conduits au centre de transit de Bir El Djir, situé à l'est de la ville d'Oran, offrant d'excellentes conditions d'accueil, a-t-il rappelé. Des kits alimentaires ont été distribués aux migrants qui ont également bénéficié de consultations médicales, a souligné M.

Bensmoussa, ajoutant que plusieurs équipes ont été mobilisées par les corps partenaires à l'instar de la direction de l'action sociale (DAS), des services de sécurité, de la Protection civile et de la direction de la santé et de la population (DSP). Des bus confortables ont été réservés pour le transfert des ressortissants nigériens au Centre d'accueil de Tamanrasset d'où ils seront rapatriés vers leur pays, fait-on savoir de même source. Le gouvernement du Niger avait présenté une demande de rapatriement de ses ressortissants entrés illégalement en Algérie, qui avait été acceptée par les autorités algériennes, rappelle-t-on.

Reda A.

France

# La communauté musulmane refuse d'associer les meurtriers à l'Islam

Le contrôle de l'Islam et ses mosquées par l'Etat français constitue un avant-goût de ce que va être la campagne électorale pour la présidentielle de 2017, au moment où plusieurs membres de la communauté musulmane refusent d'associer les meurtriers à l'Islam.



La scène politico-médiatique française connaît un intérêt particulier, notamment depuis le souhait du Premier ministre, Manuel Valls, exprimé vendredi dernier sur les colonnes du *Monde*, pour «inventer une nouvelle relation avec l'Islam de France». Un souhait qui intervient au lendemain de l'attentat meurtrier dans une église contre un prêtre à Saint-Etienne-du-Rouvray (près de Rouen).

L'opportunité et l'argumentaire de ce souhait, que beaucoup le comprennent comme une volonté du gouvernement de contrôler l'Islam en France, notamment depuis les attentats de Nice, dans lequel une victime sur trois était musulmane, et celui de Saint-Etienne-du-Rouvray, ne sont pas facilement acceptés par les membres de la communauté musulmane qui refusent d'associer les meurtriers à la religion musulmane, deuxième religion de France, qui «prône la paix et

la fraternité».

Joignant le geste à la parole, plusieurs musulmans (femmes et hommes), fatigués d'être pointés du doigt après chaque attentat terroriste, ont tenu à participer dimanche aux cérémonies de recueillement pour le prêtre assassiné.

## Un vingtaine de mosquées fermées depuis décembre 2015

Mais ce dont ils redoutent, c'est que cet amalgame entre l'Islam et le terrorisme soit entretenu malgré son absence dans le discours officiel des responsables français.

D'ailleurs, le recteur de la Grande-Mosquée de Paris, Dalil Boubakeur, avait affirmé dans une interview à l'APS que «les musulmans sont inquiets en France à cause

de cette volonté de les assimiler et amalgamer avec les éléments de l'organisation terroriste Daech, qui sont nés en France et qui pratiquent le terrorisme».

Il s'était offusqué en soulignant que «les personnes en France, qui ne comprennent pas l'Islam, croient que ce que fait Daech en prononçant des «Allah Akbar» (Dieu est Grand) à chaque acte terroriste et se référant à des versets du Coran, c'est l'Islam».

Lundi, une députée de la droite, Nadine Morano, candidate à la primaire pour la présidentielle de 2017, a fait monter les enchères en déclarant sur les ondes de RMC qu'elle ne voulait pas que la France «devienne musulmane», appelant à «la fermeture et la démolition des mosquées salafistes.»

Depuis décembre dernier, une vingtaine de mosquées et salles de prière ont été fermées, selon les déclarations du ministre de

l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, un ministre auquel on lui reproche le «manque d'efficacité» dans la lutte antiterroriste.

## Financement des mosquées : la difficile entreprise ?

En recevant dans la matinée de lundi le président et le secrétaire général du Conseil français du culte musulman (Cfcm), Anouar Kbibech et Abdallah Zekri, dans le cadre de la décision du gouvernement de contrôler les mosquées ainsi que leur financement, le ministre a indiqué qu'il n'y a «pas de place» pour «ceux qui dans des salles de prière ou dans des mosquées appellent à la haine».

Dans un rapport de la mission d'information sénatoriale sur l'organisation, la place et le financement de l'Islam en France et de ses lieux de cultes, publié jeudi sur le site du Sénat, les auteurs ont recommandé aux Etats, qui subventionnent des mosquées en France, de faire transiter leurs financements par la Fondation pour les oeuvres de l'Islam de France.

Au sujet de la formation des imams, ils ont estimé que les imams détachés et la formation à l'étranger d'imams français constituent un «palliatif» dans l'attente d'imams formés en France «sur la base d'une formation unifiée et adaptée au contexte français».

Pour sa part, le gouvernement compte relancer, dans les prochains jours, la Fondation de l'Islam de France pour œuvrer à «garantir la totale transparence dans le financement» des mosquées.

Une opération, selon nombre d'observateurs politiques, très «improbable» dans la mesure, expliquent-ils, où «il est difficilement envisageable de couper les liens avec l'étranger pour le financement des mosquées et la formation des imams».

Mais, à l'état actuel des choses, rien n'a filtré sur les contours d'un tel projet dont on ne sait pas s'il finira par un texte législatif, mais l'embarras devant ce souhait de «contrôler» le culte musulman est «palpable» chez les responsables, estime-t-on.

Pour rappel, les subventions allouées aux mosquées de France par des pays, dont l'Algérie, s'élèvent à près de 12 millions d'euros.

Le Maroc a contribué en 2016 avec 6 millions d'euros, dont les salaires des 30 imams détachés, l'Algérie a versé en 2016 à la Grande-Mosquée de Paris, 2 millions d'euros hors les salaires des 120 imams détachés (des chiffres communiqués par l'ambassadeur d'Algérie lors de son audition), l'Arabie Saoudite, 3,8 millions d'euros depuis 2011 et pour la Turquie, il s'agit d'un financement indirect uniquement par la rémunération de ses 151 imams détachés.

R. I.

Tunisie

# Consultations sur le futur chef du gouvernement

Le président tunisien, Béji Caïd Essebsi, a engagé des consultations sur le chef du futur gouvernement d'union, dont le nom doit être annoncé cette semaine après un vote de défiance contre le cabinet sortant, a affirmé hier une source à la présidence.

Les concertations ont débuté lundi soir au palais présidentiel et devaient se poursuivre hier avec plusieurs partis dont Nidaa Tounès fondé par M. Essebsi, et les islamistes d'Ennahda, mais aussi avec le syndicat Ugtt et le patronat

Utica.

«Le nom du futur chef du gouvernement sera annoncé cette semaine, très possiblement demain», a déclaré à l'AFP, la source à la présidence.

Samedi, le Parlement a retiré sa confiance à l'équipe du chef du gouvernement, Habib Essid, un indépendant de 67 ans nommé il y a tout juste 18 mois.

Des responsables de Nidaa Tounès, qui a remporté les législatives de 2014 avant d'imploser et de perdre la première place au

Parlement au profit d'Ennahda, ont estimé que le poste de chef du gouvernement devait revenir à leur parti. Plusieurs médias ont indiqué que le président avait proposé le nom du ministre des Affaires locales, Youssef Chahed, de Nidaa Tounès, pour succéder à M. Essid.

Bien qu'une source à la présidence citée par l'AFP ait indiqué que «rien n'a été décidé», de nombreux Tunisiens ont aussitôt réagi sur les réseaux sociaux.

Certains ont dit apprécier le

fait que M. Chahed, bientôt 41 ans, soit un jeune homme politique, mais d'autres ont critiqué l'éventuelle promotion d'un membre du gouvernement sortant, jugé en échec après la défiance. D'autres ont aussi dénoncé des liens de parenté par alliance entre MM. Caïd Essebsi et Chahed.

Le président Essebsi s'est dit le 2 juin en faveur d'un gouvernement d'union nationale face aux critiques contre le cabinet Essid, accusé d'inefficacité alors

que la Tunisie traverse une période sensible avec une économie en crise et des menaces terroriste.

S'il a d'abord dit être prêt à démissionner, M. Essid a ensuite annoncé qu'il ne partirait qu'après un vote au Parlement et dénoncé des pressions pour l'obliger à quitter son poste.

Ses proches ont attribué ces pressions au camp du fils du chef de l'Etat, Hafedh Caïd Essebsi, un dirigeant de Nidaa Tounès.

R. I.

Italie

# Les banques italiennes de nouveau dans l'œil du cyclone

Les valeurs bancaires étaient de nouveau dans l'œil du cyclone hier à la Bourse de Milan en raison d'inquiétudes sur de possibles besoins en capital pour les autres établissements financiers italiens après le plan lancé par la BMPS et les inconnues entourant celui-ci.



Lors d'une interview à CNBC, le chef du gouvernement italien, Matteo Renzi, a néanmoins tenté de convaincre que les tests de résistance publiés vendredi soir par l'Autorité bancaire européenne (EBA) avaient démontré leur solidité. Alors que les valeurs bancaires

avaient débuté la semaine en forte hausse, semblant rassérénées par le plan de sauvetage de la BMPS conclu après des jours de discussions, elles ont commencé à plonger dans la journée de lundi et continuaient leur descente aux enfers hier. Vers 14h15 (12h15 GMT), la Monte Paschi di Siena

(BMPS), qui avait été la seule banque italienne à finir en hausse la veille, enregistrait la plus forte baisse, cédant 10,26%. Également en fort recul : Banca popolare dell'Emilia Romagna (-10,17%), Banco Popolare (-6,52%), Unicredit (-5,84%), Banca popolare di Milano (-4,84%)

ou encore Intesa Sanpaolo (-2,68%), qui a annoncé un bénéfice net en recul de 4,1% au dixième trimestre, à 901 millions d'euros, un chiffre néanmoins supérieur aux attentes.

Peu avant la publication des tests, la BMPS a présenté vendredi soir un vaste plan de cession de créances douteuses, suivi d'une augmentation de capital pouvant aller jusqu'à cinq milliards d'euros, afin de restaurer sa solidité.

La troisième banque italienne et plus vieille de la planète a affiché les pires résultats aux tests, sur 51 établissements européens : dans le cas d'un scénario « défavorable » d'ici à 2018, son capital CET 1 tomberait en territoire négatif, à -2,23%.

Trois des cinq banques italiennes soumises aux tests ont obtenu des résultats relativement corrects, et la quatrième Intesa Sanpaolo d'excellents.

« Les tests de résistance montrent que les banques italiennes ne sont pas le problème du système européen », s'est félicité M. Renzi, en affirmant qu'elles « vont bien ». Le seul problème est la BMPS, ce que chacun savait, a-t-il souligné, en se disant « satisfait » de la solution « de marché » trouvée, car celle-ci permettra à la BMPS de ne plus avoir de crédits en souffrance - les créances dou-

teuses les plus à risques - dans son portefeuille.

Alors que le système bancaire italien plie sous le poids de 360 milliards d'euros de créances douteuses, il a indiqué penser que « le meilleur moyen de résoudre » ce problème était « la croissance : c'est ma priorité, mon rêve et mon cauchemar ».

Concernant les règles européennes qui prévoient depuis le 1<sup>er</sup> janvier une mise à contribution des épargnants ou détenteurs d'obligations subordonnées en cas d'aide publique à une banque, M. Renzi a dit qu'il « n'était pas d'accord avec la nouvelle législation » qu'il a qualifiée d'« erreur », mais, a-t-il martelé : « Je respecte la loi ».

« L'Italie lutte totalement pour éviter un bail-in parce que même un bail-in léger pourrait être un désastre pour la crédibilité et la confiance », a-t-il dit, en expliquant que c'était pour cette raison qu'il « avait combattu pour (qu'émerge) une solution du marché ».

Mais « s'attaquer au problème de la banque la plus souffrante, la BMPS, ne va pas résoudre la totalité de la situation du système bancaire italien, même si cela va déclencher certains développements positifs sur les marchés financiers », a jugé Nicola Nobile, économiste à Oxford Economics.

AFP

Publicité

Commune d'Alger-Centre

# Octroi d'autorisations aux gérants de parkings anarchiques

Des autorisations légales ont été octroyées aux gérants des parkings anarchiques à travers les communes d'Alger-Centre pour leur permettre de poursuivre leur activité, outre l'acquisition de trois camions-citernes pour préserver la propreté de l'environnement.



Dans une déclaration à l'APS, le président de l'APC d'Alger-Centre, Abdelhakim Bettache a précisé que "des autorisations ont été délivrées aux parkingueurs qui exerçaient leurs activités de manière anarchique, notamment au niveau de la rue Ben M'hidi".

Des instructions ont été données aux gérants des parkings au niveau de la

commune d'Alger-centre qui dispose de 7 parkings pour se conformer aux règles de stationnement dont l'interdiction de stationner sur les trottoirs et pour faciliter la circulation.

Des mises en demeure ont été adressées à des parkingueurs qui ne respectaient pas les normes de stationnement, a indiqué le responsable. Concernant l'hygiène et l'assainissement, les services concernés ont assuré

une couverture de 60 % au niveau des quartiers de la commune, a fait savoir M. Bettache.

Des camions citernes ont été acquis pour le nettoyage des rues principales en attendant l'acquisition de trois autres camions citernes et l'installation d'un éclairage pour embellir la ville d'Alger.

Le responsable a relevé la propreté qui caractérise certains quartiers en raison

du respect des horaires de collecte des ordures par des entreprises spécialisées alors que d'autres quartiers croulent sous les ordures.

Des opérations d'assainissement des caves, ruelles et rues principales ont été lancées dans les différents quartiers d'Alger, a fait savoir M. Bettache, en vue d'empêcher la propagation de maladies et des odeurs nauséabondes.

Bilal L.

## La direction d'El Harrach met en place la relève automatique des compteurs

La Direction de distribution d'électricité d'El Harrach a mis en place le système de relève automatique des compteurs d'électricité et de gaz en remplacement de la relève manuelle, a-t-elle annoncé dans un communiqué.

L'introduction de ce système entre dans le cadre de la mise en oeuvre du projet Terminal de saisie portable (TSP), initié par le groupe Sonelgaz et la Société de distribution d'Alger (SDA), prévu pour l'ensemble des communes de la wilaya d'Alger dans le but de

"résoudre le problème d'inaccessibilité aux compteurs et d'éradiquer les erreurs de relève", explique la même source. Ce nouveau système, qui devra être généralisé à l'ensemble de la capitale d'ici à la fin septembre 2016, permettra également à la SDA "de sécuriser son chiffre d'affaires et de lui fournir des informations pertinentes d'aide à sa gestion tels la courbe de charge et les coordonnées GPS des abonnés". En outre, la Direction de distribution d'électricité d'El Harrach a initié un autre projet pour automatiser la gestion de son réseau de

distribution d'électricité. Appelé "télé relève", ce système permet une gestion à distance du compteur d'électricité grâce à son modem incorporé, "permettant de connaître la quantité et la qualité d'énergie consommée par le client en temps réel".

Cette technique est déjà opérationnelle chez les clients moyenne tension ainsi que ceux de basse tension multisites comme les éclairages publics, les écoles, les mosquées et d'autres, avant sa généralisation aux clients ordinaires.

H. R.

Ghardaïa

## Réception prochaine de nouvelles structures scolaires

Le secteur de l'Education nationale à Ghardaïa sera renforcé à la veille de la nouvelle rentrée scolaire par la réception de nouvelles structures pédagogiques, a-t-on appris de la direction des équipements publics (DEP).

Il s'agit de deux lycées, l'un à Hassi El Garaa (El Menea) de 800 places pédagogiques, et l'autre à Daya Ben Dahoua (600 places), dont les taux de réalisation sont estimés à 99 %, a préci-

sé à l'APS le DEP de Ghardaïa, Fouad Aissi.

Trois (3) collèges d'enseignement moyen (CEM) seront également réceptionnés à Ben Smara, quartier périphérique de Ghardaïa, dans la zone des sciences de la commune de Bounoura et dans la commune de Mansourah, au sud de la wilaya, a fait savoir le même responsable.

Deux groupes scolaires à Bounoura et à El Ateuf ainsi que deux cantines sco-

laires de 200 couverts chacune à Ghardaïa et El Ateuf seront également mis en exploitation à l'ouverture de la nouvelle année scolaire, a ajouté M.Aissi. Ces nouvelles structures pédagogiques réalisées pour un coût estimé à plus d'un (1) milliard de dinars, permettront de répondre à la demande croissante sur l'enseignement obligatoire et de contribuer à l'amélioration des conditions et la qualité de l'enseignement. Les

directions de l'éducation nationale, des équipements publics et les communes de la wilaya de Ghardaïa ont pris toutes les mesures nécessaires pour garantir une "bonne" rentrée scolaire, a-t-il assuré. Le secteur de l'Education nationale de la wilaya de Ghardaïa compte actuellement 29 lycées, 65 CEM et 185 écoles primaires, sachant que toutes ces établissements sont dotés de cantines scolaires.

Farid D.

Souk Ahras

## Plus de 500 mechtas alimentées en eau potable

Cinq cents douze mechtas réparties à travers les 26 communes que compte la wilaya de Souk-Ahras sont alimentées en eau potable à des taux variant entre 50 et 100%, a-t-on indiqué lundi auprès de la direction des ressources en eau.

Cette "prouesse" est le fruit des multiples opérations réalisées au titre des différents programmes de développement accordés à la wilaya, ont souligné les responsables concernés, précisant que 95% des habitants de ces mechtas sont actuellement alimentés en eau potable.

L'alimentation de ces mechtas en eau potable a nécessité la réalisation de 790 km de réseau d'AEP, à partir du barrage Ain Dalia et des différents réservoirs, forages et sources d'eau dont dispose cette wilaya, a-t-on précisé de même source, détaillant que le réseau d'AEP a été porté au titre de ces opérations, à 1980 km linéaire.

La réalisation de six réservoirs d'eau d'une capacité globale de 530m3, de 60 fontaines publiques et la mise à niveau de la station de pompage d'Ain Messaouda vers Boukèbs, dans la commune d'El Ouilane, et la station de pompage de Bouzaâroua figurent parmi les principales opérations de développement du secteur visant à assurer une "alimentation en eau potable stable" pour les populations, a-t-on indiqué de même source.

La même source a également fait part de la réalisation de 18 puits d'un débit de 120 litres par seconde à travers 14 communes de la wilaya, de quatre sources d'eau dans les communes d'El Machrouha et Ouled Moumène et huit forages dans quatre communes de la wilaya.

Toutes ces réalisations ont eu un impact sur l'amélioration des conditions de vie des populations ciblées, en leur permettant de se fixer dans leurs mechtas dont la plupart sont situées sur la bande frontalière de la wilaya à l'image de Lahdada, Lakhdara, Ouled Moumène, Ouled Idris et Ain Zana, a-t-on considéré de même source.

Des opérations de recherche sont en cours pour trouver d'autres sources d'eau devant permettre une meilleure alimentation en eau potable, a précisé la même source, annonçant le lancement d'un programme de rattrapage destiné à l'alimentation de 50 mechtas en eau potable pour un coût estimé à 750 millions de dinars.

Y. T.

Tébessa

## Réception de plusieurs infrastructures scolaires à la prochaine rentrée

Le secteur de l'Education nationale à Tébessa sera renforcé dès la prochaine rentrée scolaire par de nouvelles infrastructures, a indiqué lundi le chargé de la communication auprès de la direction de l'Education.

Il s'agit notamment de la réception de huit (08) lycées, réalisés dans les communes de Bir El Ater, Tébessa, Thelijane, Grigueur, Boulhaf Eddir et

Ferkane, a précisé Djemouai Sakeur, faisant part de l'importance de ces établissements d'enseignement secondaire dans l'amélioration des conditions de scolarisation des élèves.

Ce quota de lycées vient s'ajouter aux 41 infrastructures du genre déjà opérationnelles dans cette wilaya frontalière, a ajouté le même responsable, qui est revenu sur les avantages de ces nouveaux lycées qui devront permettre de réduire la pression dans les classes et mettre fin aux longs déplacements endurés par les élèves issus des régions enclavées.

Dans ce contexte, le même responsable a indiqué que la "nouveau" de la prochaine rentrée scolaire sera l'ouverture pour la première fois de lycées dans les communes de Ferkane, Oum Ali, Grigueur, Thelijane et Boulhaf Eddir.

Le secteur de l'Education sera également renforcé par la réception de trois (3) établissements d'enseignement moyen (CEM) à Ain Fedha, à Ain Sidi Salah et à El Mordja, en plus de dix (10) écoles primaires et de quatre (4) cantines scolaires.

Dans ce contexte, il est prévu la réception de deux (2) demi pension d'une capacité de 300 repas dans les lycées de Mohamed Hardi et Laâdjil Messani, en plus de trois (3) autres demi pension dans les CEM de Amar Aissaoui, Essaid Soualhiya et d'El Mordja à Chariaâ.

Reda A.

El Tarf

# Le village touristique Africana ravit ses clients

**Le village touristique Africana partiellement ouvert cet été à la plage El Betah dans la wilaya d'El Tarf semble avoir conquis ses premiers clients dont nombreux le qualifient "d'agréable surprise".**



Toutes les conditions de repos et de récréation sont disponibles sur cet espace composé de plusieurs chalets en bois équipés et agréablement «intégrés» à l'espace forestier des alentours, assurent les membres d'une famille originaire de la wilaya d'Illizi, installée dans le village depuis plusieurs jours. Rencontré sur la voie de la plage en compagnie de ses trois enfants, Redouane, pensionnaire du village, estime que ce complexe touristique familial est un pas concret vers le développement du tourisme domestique.

Cet investissement privé engagé par un enfant de la région propose, a ajouté le même estivant, des services touristiques convenables au sein d'un cadre naturel exceptionnel offrant une ambiance conviviale, familiale et calme. Les chalets du village ont été fabriqués par une unité locale de production de meubles appartenant à l'investisseur lui-

même. Sur les 40 chalets prévus au village, 18 dont 14 F3 et 4 F2 sont actuellement ouverts aux estivants ainsi que certaines structures des services, signale Rafik Rehal, propriétaire de cet investissement.

Des espaces naturels aménagés, un petit zoo, un restaurant offrant des plats traditionnels, pizzas et sandwichs et boissons fraîches sont également proposés dans ce village projeté sur un terrain de 2,5 hectares donnant sur la plage El Betah. Une tente saharienne a été dressée au milieu du village offrant aux estivants thé à la menthe dans un décor berbère, fait de tapis traditionnels pour les soirées estivales bercées par la brise marine. Une piscine, un théâtre en plein air et des aires de jeu sont prévus dans ce village qui sera entièrement réalisé à la veille de la prochaine saison estivale, assure M. Rehal, le promoteur de ce projet ambitieux.

## El Tarf, une nature généreuse et des plages paradisiaques

Située à l'extrême Nord-Est du pays, limitrophe de la métropole d'Annaba, El Tarf est dotée de potentialités naturelles énormes, alliant une nature généreuse à des plages édéniques. Des paysages assez diversifiés, des étendues lacustres, des marécages ainsi que de belles forêts de chêne liège, pin maritime et chêne-zen s'offrent aux visiteurs. La wilaya dispose d'un magnifique littoral de plus de 90 km de long, renfermant 25 plages et de belles criques, dont 15 sont autorisées à la baignade. Le relief du parc national d'El Kala (PNEK) est, quant à lui, caractérisé par une série de pentes de différentes catégories, constituant un paysage montagneux fortement disséqué par un dense réseau hydrographique dont les zones humides sont le meilleur exemple.

R. K.

Constantine

# Réalisation prochaine de 11 nouvelles écoles coraniques

Les travaux de réalisation de onze (11) nouvelles écoles coraniques, appelées à renforcer l'enseignement coranique dans la wilaya de Constantine seront lancés prochainement a indiqué lundi à l'APS le directeur du secteur.

Le lancement des travaux de ces projets confiés à des bienfaiteurs est tributaire du parachèvement des études techniques de réalisation, a précisé Lakhdar Fanit. Il a, dans ce sens ajouté que ces projets permettront de soutenir l'apprentissage du Saint Coran dans les structures existantes dont dix (10) écoles coraniques pilotes et plus de 300 classes réparties sur les différentes mosquées de la wilaya.

Près de 30.000 apprenants du Saint Coran, tous âges confondus ont fréquenté, au titre de l'année scolaire 2015-2016, les bancs de classes coraniques des mosquées et des écoles pilotes opérationnelles, a détaillé de son côté, le chef du service de l'enseignement coranique, de la formation et de la culture islamique au sein de direction des affaires religieuses et des wakfs, Abdelhakim Khelfaoui.

Plus de 19.000 enfants, dont l'âge ne dépasse pas six ans, ont fréquenté ces classes coraniques, selon une «formule préparatoire à la première année primaire», a-t-il affirmé soutenant que l'ensemble de ces apprenants ont été enca-

drés par des enseignants du Saint Coran.

Il s'agit aussi, selon le responsable, de près de 3.200 apprenants adultes, de 2.100 personnes des classes d'alphabétisation, de près de 700 personnes de niveau de 2ème année secondaire et plus et de plus de 2.500 autres de l'institut de l'enseignement coranique d'El Batha, au centre ville. Le nombre de ces apprenants est en nette évolution ces dernières années passant de 18.033 personnes recensées durant l'année scolaire 2008-2009 à près de 30.000 enregistrées pendant l'année scolaire 2015-2016, a-t-il expliqué. Le programme de ces structures coraniques, comprend, a-t-il précisé, des cours de récitation, de psalmodie, d'exégèse du Saint Coran, de principes du Fiqh et de langue arabe, assurés par des enseignants de l'université des sciences islamiques Emir Abdelkader, a-t-il expliqué, ajoutant qu'entre 4.000 et 5.000 élèves bénéficient de cours similaires durant la période estivale pour renforcer leurs connaissances en la matière. L'encadrement des écoles coraniques pilotes et des classes relevant des mosquées de différentes communes de la wilaya de Constantine est actuellement assuré par 777 enseignants, a-t-il fait savoir.

H. T.

Dépression

## Une étude apporte un nouvel éclairage génétique

■ Une vaste étude confirme l'influence des gènes sur le risque de dépression chez les personnes d'origine européenne, un pas pour mieux comprendre la composante biologique de cette maladie et aider au développement de nouveaux traitements. Réalisée par des chercheurs américains, cette nouvelle étude, publiée lundi dans la revue spécialisée Nature Genetics, a identifié 17 variations génétiques potentiellement à risque, réparties dans quinze régions du génome. Elle décrit «les premières associations génétiques significatives avec le risque de trouble dépressif majeur (TDM) chez les individus d'origine européenne», souligne la revue. Cette vaste étude, dite «pangénomique», englobe plus de 121.000 personnes qui ont déclaré avoir été diagnostiquées comme atteintes de dépression ou être traitées pour la maladie. Sont aussi incluses 338.000 personnes se déclarant sans antécédents de dépression.

«L'identification des gènes qui influent sur le risque pour une maladie est une première étape vers la compréhension de la biologie de la maladie elle-même», explique Roy Perlis, du Massachusetts General Hospital (Etats-Unis), coauteur de ce travail. «Nous espérons que la découverte de ces gènes va nous orienter vers de nouvelles stratégies de traitement», ajoute ce spécialiste, également professeur agrégé de psychiatrie à la Harvard Medical School. Une étude récente avait identifié deux variations génétiques (ou mutations) pouvant contribuer au risque de développer cette maladie chez les femmes chinoises, mais elles sont extrêmement rares dans d'autres populations. Cette analyse a notamment identifié des gènes du système nerveux et des gènes impliqués dans le développement du cerveau, ainsi qu'un gène préalablement associé à l'épilepsie et la déficience intellectuelle. Plus généralement, le Dr Roy Perlis estime que «trouver des gènes associés à la dépression devrait aider à dire clairement qu'il s'agit d'une maladie du cerveau», en espérant ainsi «diminuer la stigmatisation» des malades. La dépression touche plus de 350 millions de personnes dans le monde, selon l'OMS.

Reda A.

Barrages de Mila

## Ensemencement de 400.000 alevins de carpe

■ Quelque 400.000 alevins de carpe argentée ont été ensemencés lundi dans les barrages de la wilaya de Mila, a-t-on appris auprès des responsables de la station locale de la pêche et des ressources halieutiques. Trois cent mille (300.000) alevins ont été ensemencés dans le barrage de Béni Haroun, et cent mille (100.000) autres ont été ensemencés au barrage-réservoir d'Oued El Athmania, a souligné Larbi Bakhouch, responsable à cette station. L'opération de reproduction artificielle de ces alevins a eu lieu à l'écloserie Ouricia de Sétif, a-t-on souligné de même source, faisant part de l'importance de l'ensemencement dans le renouvellement du stock en poissons dans les barrages.

15 pêcheurs ont été agréés à activer au barrage de Béni Haroun (d'une capacité de stockage de 1 milliard m3). Aucune autorisation d'exploitation n'a été jusque là délivrée pour les pêcheurs désirant s'investir sur le plan d'eau d'Oued El Athmania (d'une capacité de 32 millions m3), a-t-on indiqué. Les responsables concernés prévoient la production cette année de 300 tonnes de poissons à Béni Haroun, a-t-on souligné de même source, précisant que la production de poisson avait avoisiné en 2012 les 600 tonnes. Depuis 2006, cinq (05) opérations d'ensemencement d'alevins de carpe argentée et royale ont été réalisées au barrage de Béni Haroun, a-t-on rappelé, mettant l'accent sur l'importance de multiplier et de diversifier l'ensemencement pour une meilleure production. Des démarches sont en cours à Mila pour développer les métiers de la pêche continentale dans les exploitations agricoles, a-t-on souligné, précisant que 22 agriculteurs ont été récemment initiés dans ce domaine.

G. N.

Publicité

## VENDS

Médecin gynécologue vend matériel médical de bonne qualité état neuf : 7 tambours pour stérilisation, 1 seringue d'hystérogaphie, 2 boîtes de bougies métalliques de hegar, curettes urinoirs en inox, spéculums pinces de museux et autres porte-aiguilles, valves vaginales, lames malléables, forceps, canules d'aspiration et de novak, pèse-personne avec toise otoscope.

Contactez le : 0661 77 70 34 / 021 63 31 89



# CONFLITS ▶▶

Syrie

## Les avions russes ralentissent l'avancée des rebelles près d'Alep

Les avions russes ont mené hier d'intenses raids au sud d'Alep en appui aux forces du régime syrien, ralentissant l'offensive des rebelles qui tentent de desserrer le siège imposé à leurs quartiers dans cette deuxième ville du pays en guerre.



plus sanglante contre les militaires russes depuis le début de leur intervention, en septembre 2015. Aucun groupe n'a revendiqué le crash de l'appareil tombé dans la province d'Idlib dominée par le Front Fateh al-Cham et ses alliés rebelles.

Cette attaque porte à 18 le nombre de militaires russes tués en Syrie.

AFP

Turquie

### Le scénario du putsch manqué «écrit depuis l'étranger», selon Erdogan

Le scénario du coup d'Etat manqué en Turquie «a été écrit depuis l'étranger», a accusé hier le président turc Recep Tayyip Erdogan lors d'un discours à Ankara durant lequel il a accusé l'Occident de soutenir les putschistes. «Ce coup d'Etat n'était pas seulement un événement planifié de l'intérieur. Les acteurs ont agi dans le pays selon un scénario qui avait été écrit depuis l'étranger», a affirmé le chef de l'Etat, qui accuse le prédicateur Fethullah Gülen, en exil aux Etats-Unis, d'être le cerveau du putsch.

AFP

### Accord nucléaire iranien «Les Etats-Unis ne sont pas dignes de confiance» selon Khamenei

Le guide suprême de l'Iran, l'ayatollah Ali Khamenei, a estimé, lundi à Téhéran, que les Etats-Unis «ne sont pas dignes de confiance» après le non-respect de l'accord nucléaire. 'expérience des Iraniens sur le non-respect des Etats-Unis dans l'accomplissement de leurs obligations relatives à l'accord nucléaire a montré qu'il ne fallait jamais y faire confiance, a indiqué M. Khamenei. «Les Etats-Unis ont failli à leurs obligations (sur l'accord nucléaire), et ils cherchent à détruire les liens économiques de l'Iran avec d'autres pays», a-t-il poursuivi. «Les sanctions oppressives (contre l'Iran) ont dû être levées rapidement, de manière à laisser un impact (positif) sur la vie du peuple. Cependant, six mois après la mise en oeuvre de l'accord nucléaire, il n'y a pas eu de changement tangible», a-t-il déploré.

T. K.

**S**elon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (Osdh), il s'agit de la plus importante offensive menée par les rebelles d'Alep depuis celle en 2012 qui leur avait permis de conquérir la moitié de la ville et de faire vaciller le régime de Bachar al-Assad.

L'objectif est de tenter d'ouvrir une nouvelle route d'approvisionnement vers leurs quartiers et d'empêcher le régime de s'emparer de la totalité de la métropole septentrionale, enjeu majeur du conflit très complexe qui ravage la Syrie depuis 2011.

Alep est divisée depuis 2012 entre quartiers ouest aux mains du régime et quartiers est contrôlés par les rebelles et totalement assiégés par l'armée depuis le 17 juillet.

Dans cette bataille, l'armée est aidée par l'aviation russe et au sol par des combattants iraniens et du Hezbollah libanais, selon l'Osdh. Les rebelles sont soutenus par le groupe jihadiste Front Fateh al-Cham (ex-Front al-Nosra qui a coupé ses liens avec Al Qaïda).

«Les frappes russes intenses n'ont pas arrêté toute la nuit (de lundi à mardi)» au sud-ouest d'Alep où se concentrent les combats, a indiqué à l'AFP, Rami Abdel Rahmane, directeur de l'Osdh.

«Cela a ralenti la contre-offensive et permis au régime de reprendre cinq des huit positions conquises par les rebelles», a-t-il ajouté. «Les insurgés avaient avancé, mais n'arrivent à pas à consolider leurs positions».

Les combats, d'une violence inouïe ont fait au moins 50 morts du côté des rebelles et jihadistes et des dizaines de morts du côté du régime, depuis le début de l'offensive dimanche, a précisé l'ONG. Une trentaine de civils dans la zone gouvernementale d'Alep ont été tués lundi par des tirs rebelles.

L'objectif premier de l'assaut est de s'emparer du quartier gouvernemental de Ramoussa - situé à la périphérie sud-ouest d'Alep - dont le contrôle permettrait aux rebelles d'ouvrir un nouvel axe de ravitaillement vers leurs quartiers.

C'est aussi à travers Ramoussa que transite le ravitaillement de l'armée et des civils dans la partie ouest d'Alep, qui seraient privés de provisions en cas de capture de ce district par les insurgés.

Selon une source militaire syrienne, quelque 5 000 combattants prorégime sont engagés dans la bataille pour Alep.

«C'est une bataille de la dernière chance pour les rebelles. S'ils la perdent, il leur

sera difficile de se lancer dans une nouvelle offensive pour briser le siège», a souligné M. Abdel Rahmane.

«Pour le régime aussi, c'est une question de vie ou de mort. Cela fait des mois qu'il prépare cette bataille et ce sera un coup dur pour ses troupes s'il la perd», a-t-il ajouté.

Par ailleurs, les médias officiels ont rapporté hier que «des dizaines de familles» étaient sorties des quartiers rebelles assiégés d'Alep à travers les «couloirs humanitaires» ouverts depuis jeudi par le régime.

Le week-end dernier, ils avaient déjà donné la sortie de plusieurs familles et la reddition de quelques rebelles, mais des habitants et des insurgés avaient démenti et dénoncé des mensonges.

Plus de 280 000 personnes ont été tuées depuis le début du conflit en Syrie en mars 2011 qui s'est complexifié avec l'intervention militaire de puissances régionales et internationales comme la Russie au côté du régime, et avec la montée en puissance de groupes jihadistes, notamment l'organisation Etat islamique (EI).

Lundi, Moscou a reçu un coup dur avec la mort de cinq de ses soldats dans la chute de leur hélicoptère abattu dans le nord-ouest de la Syrie dans l'attaque la

Arabie Saoudite

## Quatre morts dans des bombardements à la frontière yéménite

**Q**uatre personnes ont été tuées lundi dans le sud de l'Arabie Saoudite dans des bombardements en provenance du Yémen en guerre, ont annoncé les autorités saoudiennes.

Les bombardements, survenus dans la région de Jazan, ont également fait trois blessés qui ont été

hospitalisés, a indiqué la Défense civile saoudienne sur Twitter, sans donner plus de détails.

Le sud de l'Arabie Saoudite, notamment les zones frontalières du Yémen, sont la cible d'attaques sporadiques lancées depuis que Riyadh a, en mars 2015, pris la tête d'une coalition arabe qui intervient militairement au Yémen.

Cette coalition soutient le président yéménite Abd Rabbo Mansour contre des rebelles houthis alliés à l'ex-président du Yémen, Ali Abdallah Saleh.

Les rebelles et leurs alliés contrôlent toujours la capitale Sanaa et de vastes portions du territoire.

Ces derniers jours, les rebelles

ont intensifié leurs attaques contre le Royaume saoudien alors que des pourparlers de paix à Koweït ont échoué à trouver un compromis.

Samedi dernier, sept soldats saoudiens dont un officier ont été tués dans des tentatives d'incurSION de rebelles chiites yéménites, dans le sud de l'Arabie Saoudite.

Une centaine de Saoudiens, membres des forces armées ou civils ont été tués dans des accrochages à l'intérieur des frontières du Royaume depuis mars 2015.

Le conflit au Yémen a fait plus de 6 400 morts et 2,8 millions de déplacés, selon les estimations de l'ONU.

R. I.

Zimbabwe

# Nouvelle arrestation d'un vétéran contestataire

Un deuxième haut responsable de l'Association des anciens combattants du Zimbabwe a été arrêté lundi par la police, a appris l'AFP, signe d'une intensification de la répression contre ce mouvement qui avait osé critiquer, fin juillet, le président Robert Mugabe.



Victor Matemadanda, le secrétaire général de l'Association nationale des vétérans (ZNLWVA), a été emmené par la police alors qu'il venait assister à Harare à l'audience de Douglas Mahiya, le porte-parole de cette association arrêté mercredi pour avoir "insulté" le président.

M. Matemadanda, qui se trouvait au sein d'un groupe de vétérans rassemblés devant le tribunal, a été emmené par des policiers à l'arrière d'un camion, a constaté un journaliste de l'AFP.

Il est accusé, comme M. Mahiya, d'avoir sapé l'autorité du président Mugabe, a indiqué son avocate Beatrice Mtetwa.

Victor Matemadanda avait déjà été arrêté par la police mercredi dernier, dans sa maison rurale de Gokwe dans le nord-ouest du pays, avant d'être relâché vendredi.

Lors de cette audience prélimi-

naire lundi, Douglas Mahiya a été libéré contre une caution de 300 dollars, et comparaitra à nouveau à une date ultérieure pour l'heure inconnue.

De nombreux soutiens et militants des droits de l'homme s'étaient rassemblés devant le tribunal d'Harare pour cette audience. L'ex-vice-présidente du pays, Joice Mujuru, désormais à la tête d'une formation d'opposition, figurait parmi les manifestants. Les anciens combattants, longtemps fidèles partisans du président zimbabwéen, ont publié il y a deux semaines une déclaration choc accusant M. Mugabe de comportement "dictatorial" et d'être incapable de résoudre les problèmes du pays. "Quand nous aurons découvert qui ils sont, la punition sera sévère", avait prévenu M. Mugabe la semaine dernière, en référence aux auteurs de cette déclaration.

Depuis quelques mois, le chef de

l'Etat fait face à une grogne inédite d'une partie de la population, lassée du marasme économique dans lequel le Zimbabwe est plongé.

Des manifestations organisées par la société civile et notamment par un rassemblement d'opposition non partisan (#ThisFlag) sont également venues nourrir la contestation anti-Mugabe. Agé de 92 ans, Robert Mugabe dirige d'une main de fer le Zimbabwe depuis l'indépendance du pays en 1980. Son régime réprime régulièrement toute opposition.

Il est cependant fragilisé depuis plusieurs semaines par une série de manifestations et de grèves, sans précédent depuis des années, pour protester contre la crise économique. Environ 90% de la population active zimbabwéenne travaille dans le secteur informel et le gouvernement manque de liquidités pour payer à temps militaires et fonctionnaires.

AFP

Burkina Faso

## Nouvelles taxes sur les jeux, la bière, les parcelles de terrain

■ Au Burkina Faso, afin de combler le besoin de financement du budget et "améliorer le niveau des ressources propres" de l'Etat, les députés viennent de voter de nouvelles taxes. A compter du 1er septembre 2016, les populations devront se familiariser avec ces mesures. Ces nouvelles taxes concernent notamment une retenue à la source sur les gains obtenus par les parieurs et ceux provenant des autres jeux de hasard.

Pour les paris, une retenue de 10% est effectuée sur la masse à partager aux gagnants. Quant aux autres jeux de hasard, la retenue est effectuée sur le gain du joueur lorsque le montant est égal ou supérieur à 100 000 francs CFA.

Toute personne possédant plusieurs parcelles se verra imposer la taxe foncière. Cette mesure vise les plus nantis, selon le directeur général des impôts. C'est-à-dire ceux qui ont une maison et plusieurs parcelles. A ces personnes, l'Etat demande de payer 10 000 francs par an pour une maison d'une valeur de 10 millions de francs CFA à titre d'exemple. Cette taxe ne concerne pas les personnes résidant au village et dans des zones non loties.

La taxe sur les véhicules est une nouvelle taxe dont le taux est de 5% à l'importation des véhicules d'occasion dont la puissance est supérieure ou égale à 13 chevaux. L'Etat espère engranger environ deux milliards de francs CFA au profit de son budget à travers l'imposition de cette taxe.

Et enfin, les députés ont aligné la bière sur la catégorie des boissons alcoolisées en faisant évoluer sa taxation de 25% à 30%. Ce qui pourrait entraîner une augmentation du prix de la bière.

RFI

Tchad

## L'opposition veut mobiliser contre l'investiture du président Deby

■ L'opposition tchadienne a prévu trois jours de mobilisation contre l'investiture le 8 août du président Idriss Deby Itno, dont elle conteste la réélection pour un cinquième mandat, a indiqué lundi son chef de file.

Les opposants, regroupés la semaine dernière dans un Front de l'opposition nouvelle pour l'alternance et le changement (Fonac), ont prévu une opération "ville morte sur l'ensemble du territoire national" le jour de l'investiture de M. Deby, une cérémonie prévue en présence de nombreux invités étrangers.

Le Fonac annonce aussi pour la veille, dimanche 7 août, "une marche pacifique" à N'Djamena et dans tous les chefs lieux de régions, ainsi qu'un "meeting de sensibilisation" dès le samedi 6 août.

Le président Deby, 64 ans, au pouvoir depuis 1990, a été réélu en avril dès le premier tour pour un cinquième mandat avec 61,56% des voix contre 12,80% pour Saleh Kebzabo, selon les résultats officiels.

L'opposition a demandé l'autorisation d'organiser la "marche pacifique" du 7, veille de l'investiture. "Nous avons la conviction qu'elle va être autorisée", a dit M. Kebzabo.

R. T.

Côte d'Ivoire

## 20 ans de prison ferme pour avoir volé un cabri

■ Le tribunal de Dimbokro, au centre de la Côte d'Ivoire, a condamné à 20 ans de prison ferme un individu pour avoir volé un cabri, a-t-on appris lundi de source judiciaire.

Le 19 juillet, Arnaud N'Guessan Bosson et deux complices ont pénétré dans la nuit dans une ferme du village d'Abigui, dans la région de Dimbokro, pour y voler des cabris, rapporte lundi le quotidien public ivoirien *Fraternité Matin*.

Surpris par un villageois, les trois individus seront ensuite interpellés après une longue chasse à l'homme menée par les habitants, au cours de laquelle un des complices "perdra la vie" dans des circonstances non élucidées, et l'autre prendra la fuite.

Le 27 juillet, Arnaud N'Guessan Bosson a été condamné à 20 ans de prison ferme par le tribunal, et a également écopé de 500.000 FCFA d'amende (environ 762 euros).

La soupe de cabris est très prisée dans ce pays d'Afrique de l'Ouest. Elle est vendue dans de nombreux restaurants populaires du pays, communément appelés "maquis".

Contacté par l'AFP, le tribunal de Dimbokro n'a pas souhaité faire de commentaires sur cette condamnation, qualifiée de "lourde" par *Fraternité Matin*.

La justice ivoirienne est réputée pour condamner sévèrement les prévenus dans les affaires de faits divers.

Ainsi, en 2009, un homme avait dérobé un porc tandis qu'il était en semi-liberté pour d'autres faits. Alors qu'il était sur le point d'être libéré, la justice ivoirienne n'avait pas hésité à le condamner pour ce vol à 10 ans de prison ferme.

AFP

Angola

# Les séparatistes de Cabinda affirment avoir tué 17 soldats

Le mouvement indépendantiste de l'enclave angolaise de Cabinda a affirmé lundi avoir tué 17 soldats angolais au cours d'affrontements ce week-end dans cette région minée par des revendications séparatistes depuis plus de 40 ans.

"Quatre officiers et sept soldats des Forces armées angolaises (FAA) ont été tués lors d'affrontements samedi et dimanche avec l'armée cabindaise FLEC/FAC (Front de libération de l'enclave de Cabinda/Forces armées de Cabinda, Ndlr), sur trois fronts près de la fron-

tière du Congo Brazzaville", indique un communiqué des séparatistes. "Six soldats des FAA sont morts dans une embuscade", dans une autre partie de la région de Cabinda, ajoute le texte.

Une source des forces militaires angolaises a confirmé à l'AFP que des soldats avaient été tués ce week-end à Cabinda, mais sans indiquer leur nombre. Les patrouilles aériennes de l'armée dans la région ont été renforcées, indique cette même source. Deux membres du FLEC/FAC ont également été tués

dans ces affrontements, selon le communiqué des indépendantistes.

L'enclave de Cabinda, très riche en pétrole et coincée entre les deux Congo, est minée par des revendications séparatistes depuis son intégration par l'Angola au moment de l'indépendance en 1975.

La majorité de ses 400.000 habitants vit dans la pauvreté, et des associations y ont régulièrement dénoncé des cas de torture et de violation des droits de l'homme ces dernières années.

AFP

Maison Blanche

# Clinton devance largement Trump dans les sondages post-convention

**La candidate démocrate à la présidentielle, Hillary Clinton, a profité du traditionnel sursaut post-convention de nomination et a désormais une marge confortable de 7 à 9 points d'avance sur son rival Donald Trump, selon deux sondages publiés lundi.**

**A** l'issue de la convention républicaine, qui s'était tenue juste avant celle des démocrates, M. Trump et Mme Clinton étaient au coude à coude dans les intentions de vote. Le milliardaire avait lui aussi profité du coup de pouce de la couverture médiatique des conventions qui tentent de montrer les candidats sous leur meilleur jour.

Mais selon un sondage CBS lundi, 46% des personnes interrogées ont affirmé qu'elles voteraient pour la candidate démocrate contre 39% pour le républicain lors de

## Le milliardaire Warren Buffett fait campagne contre Donald Trump

Le milliardaire Warren Buffett, en campagne lundi au côté d'Hillary Clinton dans le Nebraska, a pressé le candidat républicain Donald Trump de publier sa déclaration de revenus et mis en doute les capacités de l'homme d'affaires.

Donald Trump a affirmé n'être pas en mesure de publier sa déclaration de revenus, ce qui constitue pourtant un passage obligé pour les candidats à l'élection présidentielle, car le fisc effectue un audit sur ces revenus, dit-il. «J'ai une nouvelle pour lui», a dit le propriétaire du conglomérat Berkshire Hathaway, dont le siège est à Omaha. «Je fais l'objet d'un audit, moi aussi, et je serais ravi de le rencontrer n'importe où, n'importe quand, avant l'élection.»

«J'apporterai ma déclaration de revenus, il pourra apporter la sienne (...) et laisser les gens nous poser des questions sur les choses qui y figurent», a dit Warren Buffett, ajoutant que Donald Trump avait «peur» des électeurs bien plus que de l'administration fiscale.

Le magnat de l'immobilier a présenté ses succès dans les affaires comme la preuve de sa capacité à diriger le pays. Pour Warren Buffett, à l'inverse, le milliardaire a perdu de l'argent la seule fois où il a demandé au peuple américain d'investir en lui, a-t-il dit en référence à l'entrée en Bourse des hôtels et des casinos Trump en 1995. Dans un discours de 30 minutes devant une foule de 3.100 personnes rassemblées dans un lycée d'Omaha, et avec Hillary Clinton à ses côtés, il a jugé qu'un «singe» aurait mieux fait que Donald Trump lors de cette opération financière. Le milliardaire a ajouté que les critiques de Donald Trump à l'égard des parents d'un capitaine musulman de l'US Army tué en Irak il y a douze ans étaient le «coup final».

Dans une déclaration lors de la convention nationale démocrate, Khizr Khan, père du capitaine Humayun Khan, avait apostrophé Donald Trump pour l'accuser de «ne rien avoir sacrifié» pour son pays. «Aucun membre de la famille Buffet n'est allé en Irak ou en Afghanistan. Aucun membre de la famille Trump n'est allé en Irak ou en Afghanistan», a dit Warren Buffett. «Nous avons tous deux prospéré pendant cette période et nos familles n'ont rien sacrifié du tout», a-t-il poursuivi, quand Donald Trump insistait avoir consenti «de nombreux sacrifices».

Reuters



la présidentielle du 8 novembre.

Mme Clinton enregistre ainsi un rebond de 4 points grâce à une convention parfaite-

ment orchestrée qui a réussi à surmonter une polémique avec les partisans de son rival malheureux des primaires, le sénateur du

Vermont Bernie Sanders.

M. Trump, lui, avait gagné seulement 2 points, la convention de nomination des républicains ayant été marquée par un mini-scandale de plagiat par l'épouse de M. Trump, mais surtout par le camouflet d'un de ses anciens rivaux qui a refusé devant des millions de téléspectateurs de le soutenir.

Hillary Clinton dispose même d'un avantage encore plus conséquent selon une autre enquête d'opinion CNN-ORC, qui lui donne 52% des intentions de vote, contre 43% à M. Trump. Ce même sondage donnait le milliardaire en tête 48%-45% juste après la convention républicaine.

Mme Clinton, qui est l'une des candidates les plus impopulaires jamais désignée par le parti démocrate pour remporter la Maison Blanche, a réussi à séduire et 36% des électeurs inscrits sur les listes électorales ont d'elle une opinion positive contre 31% précédemment. Mais 50% continuent de la voir de manière négative.

Donald Trump est un peu moins populaire avec 31% d'opinions favorables, soit le niveau d'avant convention et 52% d'opinions défavorables.

Une nouvelle polémique fait rage depuis plusieurs jours, M. Trump étant sévèrement critiqué y compris dans son propre camp pour s'en être pris assez violemment à un couple musulman américain dont le fils est mort au combat en Irak en 2004. Le père du capitaine Khan, invité à parler à la convention démocrate, avait notamment critiqué le projet de Donald Trump d'interdire à tous les musulmans l'entrée sur le territoire américain.

AFP

## Trump très critiqué pour avoir attaqué la famille d'un soldat musulman

■ ■ De Barack Obama jusqu'à son propre camp républicain, Donald Trump fait l'objet de sévères critiques après s'en être pris à la famille d'un officier musulman de l'armée américaine tombé au combat, un tabou aux Etats-Unis et un faux pas qui pourrait s'avérer coûteux politiquement.

«En tant que commandant en chef, j'en ai assez que certains dénigrent l'armée et les troupes américaines», a dit Barack Obama, dans une référence à peine voilée à l'homme d'affaires.

Le père du capitaine Humayun Khan, mort en Irak en 2004 en tentant de sauver ses hommes, avait fait un émouvant discours lors de la convention démocrate la semaine dernière et reproché à M. Trump son projet d'interdire aux musulmans l'entrée aux Etats-Unis pour lutter contre le terrorisme. «M. Khan, qui ne me connaît pas, m'a attaqué vicieusement depuis l'estrade du parti démocrate et continue maintenant à le faire partout à la TV - Sympa!», a asséné le candidat républicain à la Maison Blanche lundi sur Twitter, ajoutant à ses critiques des derniers jours.

Il a notamment insinué que la mère du soldat avait été forcée au silence pendant la convention parce qu'elle était musulmane. Elle lui a répondu dimanche que la douleur de la perte de son fils l'avait empêchée de parler. Avec ses attaques, Donald Trump a touché un sujet tabou aux Etats-Unis, où les militaires sont perçus comme des héros défenseurs de la liberté et régulièrement honorés.

Se moquer de la mère d'un soldat tué au combat «dépasse les limites», s'est insurgée la puissante association d'anciens combattants américains à l'étranger (VFW).

Il y a à peine une semaine, certains de ses 1,7 million de membres avaient applaudi Donald Trump lors d'une rencontre.

Lundi, son président Brian Duffy a taclé le candidat, affirmant que «quand on touche à certains sujets sacrosains, il n'y a aucun talent rhétorique qui puisse réparer» les dégâts.

### 'Propos répugnants'

Les familles de soldats tués au combat «ont fait un sacrifice que la plupart d'entre nous ne peuvent même pas imaginer», a souligné Barack Obama lors d'un rassemblement d'anciens combattants handicapés à Atlanta (sud-est). «Nous devons tout faire pour les honorer, et faire preuve d'humilité face à elles».

Et même chez les républicains, des voix outrées s'élevaient: «Il est temps pour Donald Trump de donner l'exemple à notre pays et au parti républicain», s'est ainsi indigné le respecté sénateur John McCain.

Lui-même un ancien combattant au Vietnam où il a subi des années de torture, le sénateur de l'Arizona a déjà fait les frais des moqueries du milliardaire, qui avait mis en doute son statut de «héros» parce qu'il avait été capturé. «Moi, j'aime les gens qui n'ont pas été capturés», avait lancé Donald Trump il y a un an.

Après ce nouveau dérapage, la petite-fille du sénateur, Caroline McCain, elle-même républicaine, a annoncé lundi qu'elle voterait pour la démocrate Hillary Clinton le 8 novembre, qualifiant d'«impardonnables» les propos de Trump.

Autre coup dur pour le magnat de l'immobilier, les familles de 17 soldats tombés au champ d'honneur ont dénoncé ses propos «répugnants et personnellement insultants pour nous».

Reste que Donald Trump a la peau dure. Lorsqu'il avait attaqué John McCain, le tollé était tel que beaucoup pensaient qu'il ne s'en relèverait pas. Il a pourtant remporté la

nomination républicaine contre ses 16 adversaires et en mai... John McCain a annoncé son soutien au milliardaire, même s'il a pris soin de ne pas participer à sa convention d'investiture.

Cette fois encore, l'état-major du parti républicain a dénoncé ses propos, mais sans aller jusqu'à lui retirer son soutien.

Le prix Nobel américain d'Economie et éditorialiste du New York Times Paul Krugman les a éreintés, affirmant que «les véritables pécheurs sont les dirigeants républicains», qui le soutiennent «alors qu'ils savent qu'il représente un danger pour la nation».

### Sondages favorables à Clinton

Hillary Clinton a appelé les républicains dimanche à choisir les intérêts «du pays plutôt que le parti». Portée par un rebond post-convention, elle avait sept points d'avance dans un sondage CBS publié lundi. Une enquête CNN révélée un peu plus tard lui donnait même 9 points de marge (52% contre 43%). Malgré ses dérapages fréquents, M. Trump était jusque-là au coude-à-coude dans les sondages avec sa rivale. La candidate démocrate a engrangé un nouveau soutien lundi soir: le milliardaire Warren Buffett s'est joint à elle lors d'un meeting à Omaha (Nebraska, centre) et a accusé Donald Trump de refuser de publier sa situation fiscale.

M. Buffett a également vivement critiqué M. Trump au sujet de la controverse qu'il a provoquée en s'en prenant aux parents d'un soldat américain musulman mort au combat en Irak en 2004. «Comment diable pouvez-vous faire face à des parents qui ont perdu un fils et parler d'avoir fait des sacrifices parce que vous construisiez quelques immeubles?», a-t-il lancé.

AFP

Venezuela



# Feu vert pour le référendum anti-Maduro

**Le Conseil national électoral (CNE) du Venezuela a donné lundi son feu vert au projet de référendum pour révoquer le président Nicolas Maduro, mais la consultation populaire portée par l'opposition semblait encore loin dans ce pays en pleine débâcle économique.**

**A**près avoir recueilli près de deux millions de signatures pro-référendum, dont seules 1,3 million ont été validées par le CNE, au moins 200.000 signataires devaient confirmer leur choix, en personne, fin juin. C'est sur ce point précis que le CNE a donné son feu vert. Après une période d'audit qui a duré un mois, 399.412 signatures ont été validées, soit le double du minimum demandé.

Mais si l'autorité électorale a validé une nouvelle étape de ce long et complexe processus, les antichavistes (du nom de l'ex-président Hugo Chavez, 1999-2013) devront encore franchir plusieurs obstacles avant que cette consultation populaire ne voit le jour.

En effet, le CNE n'a pas encore communiqué les dates de la phase suivante où quatre millions de signatures doivent désormais être recueillies et validées afin que le référendum soit enfin convoqué.

Pour destituer Nicolas Maduro, le «oui» devra dépasser son score à la présidentielle de 2013 (7,5 millions de voix).

Elu en 2013 pour un mandat courant jusqu'en 2019, le chef de l'Etat socialiste fait face depuis les élections législatives de décembre 2015 à un Parlement contrôlé par une coalition de centre droit, la Table de l'unité démocratique (MUD).

L'opposition veut organiser d'ici à fin 2016 un référendum contre M. Maduro, qu'elle rend responsable des pénuries alimentaires et de la situation de plus en plus chaotique au Venezuela.

Bien que disposant des plus grandes réserves de pétrole du monde, ce pays subit de plein fouet la chute des cours du brut.

«Le référendum révocatoire, c'est pour en finir avec les files d'attente (devant les supermarchés, ndr), pour qu'il y ait de la nourriture et des médicaments, suffisamment d'argent pour chacun, et de la sécurité», affirme l'un des leaders de l'opposition, Henrique Capriles, ancien candidat à la présidentielle.

«Ce n'est pas avec Maduro que nous allons résoudre la crise, c'est pourquoi il faut le révoquer», assure-t-il.

#### 'Soupape d'échappement'

Dans un climat de mécontentement social croissant, le CNE doit ouvrir «la soupape d'échappement», estime l'analyste Benigno Alarcon, car si le référendum révocatoire n'a pas lieu, «la pression s'exprimera par d'autres voies», met-il en garde.

«Il y a deux options à l'heure actuelle: le bon sens, ou bien la crise se prolonge et le pays peut exploser à tout moment», a ainsi averti Julio Borges, député et chef de la majorité parlementaire, clamant que «tout le pays compte sur un changement».

Mais malgré un taux de mécontentement élevé (sept Vénézuéliens sur dix réprochent la gestion du président), la

MUD a bien du mal à faire descendre en masse la population dans la rue pour protester contre le gouvernement.

Il est probable que les divisions internes de l'opposition expliquent en partie cette faible mobilisation des habitants, dont beaucoup sont trop occupés à patienter des heures devant les magasins et les pharmacies.

Ils craignent aussi pour leur sécurité, en raison de l'imposant déploiement policier.

A cet égard, l'organisation de défense des droits de l'Homme Human Rights Watch (HRW) a rapporté mercredi des déclarations d'opposants à Nicolas Maduro, qui disent avoir été arrêtés et torturés en raison de leurs activités politiques.

Par ailleurs, le chef de la diplomatie américaine John Kerry a demandé lundi au Venezuela de «ne pas jouer la montre» sur le référendum.

Pour l'opposition, il est crucial que le référendum ait lieu avant le 10 janvier 2017, car si M. Maduro est révoqué avant cette date, il y aura des élections anticipées. En revanche, si la consultation se déroule après et si le chef de l'Etat la perd, il pourra désigner son vice-président pour le remplacer.

Nicolas Maduro lui-même a intenté un recours pour fraude devant le Tribunal suprême de justice (TSJ), que l'opposition accuse également d'être au service de l'exécutif.

Et le camp du gouvernement a demandé au CNE d'invalider la coalition d'opposition, à laquelle elle reproche des «fraudes» pendant la collecte des premières signatures en faveur de la consultation, une «stratégie politique pour faire durer le processus du référendum» selon Eugenio Martinez, expert en matière d'élections.

AFP

## Sept mois de crise

■ La crise entamée en janvier au Venezuela entre Nicolas Maduro et l'opposition s'est intensifiée avec la menace d'un référendum à l'encontre du président et la mise en place de l'état d'exception.

#### L'opposition majoritaire au Parlement

- 5 janvier 2016: Prise de fonction des députés élus en décembre 2015. L'opposition dispose de la majorité au Parlement pour la première fois depuis 16 ans.

- 15 janvier: Face à une situation «catastrophique», le président Nicolas Maduro décrète pour 60 jours l'état d'urgence économique qui prévoit notamment le recours par le gouvernement aux moyens des entreprises privées pour «garantir l'accès» aux biens de première nécessité. Il sera régulièrement prolongé.

- 18 février: Nicolas Maduro annonce la hausse de plus de 6.000% du prix de l'essence, gelé depuis 20 ans, la dévaluation de la monnaie et l'augmentation du salaire minimum.

- 1er mars: Le Tribunal suprême de justice limite les pouvoirs du Parlement, qui perd son droit de contrôle sur le pouvoir judiciaire, électoral et citoyen.

- 8 mars: L'opposition lance deux initiatives pour faire partir Maduro: un référendum révocatoire et une modification de la Constitution visant à réduire son mandat de 6 à 4 ans.

- 7 avril: Le vendredi est décrété jour de congé pendant deux mois dans tout le pays, pour faire face à la crise énergétique provoquée par une importante sécheresse. A partir du 21 avril, l'électricité est coupée quatre heures par jour pendant 40 jours dans les dix Etats (sur 24) les plus peuplés.

#### Etat d'exception

- 26 avril: L'autorité électorale (CNE) autorise l'opposition à rassembler des signatures pour déclencher la procédure de référendum révocatoire. Un minimum de 195.000 signatures (1% de l'électorat) est requis.

- 27 avril: Le président ordonne aux fonctionnaires de ne travailler que deux jours par semaine, pour économiser l'électricité.

- 3 mai: L'opposition remet aux autorités électorales 1,85 million de signatures en faveur du référendum.

- 14 mai: Maduro décrète l'état d'exception, faisant état de «menaces extérieures» et annonce sa prolongation probable jusqu'en 2017. Il ordonne la saisie des usines «paralysées par la bourgeoisie» et l'emprisonnement des entrepreneurs accusés de «saboter le pays».

- 20 et 21 mai: Maduro organise de vastes exercices militaires impliquant plus de 500.000 hommes, prétextant une «intervention extérieure» visant à le déloger du pouvoir.

#### Longue marche vers un référendum

- 8 juin: Les autorités électorales valident 1,3 million de signatures pro-référendum, ouvrant la voie à une nouvelle étape du processus. Au moins 200.000 signataires doivent désormais confirmer leur choix en personne dans des centres habilités par le CNE.

- 13 juin: Le gouvernement dépose un recours pour «fraude» dans la collecte des signatures devant le Tribunal suprême de justice.

- 25 juin: L'opposition assure avoir franchi une nouvelle étape vers le référendum, plus de 400.000 Vénézuéliens ayant confirmé leur signature.

- 10 juillet: Des milliers de Vénézuéliens résidant dans la zone frontalière avec la Colombie franchissent la frontière à pied afin d'acheter des vivres et des médicaments.

- 13 juillet: Maduro place sous autorité militaire les cinq principaux ports du Venezuela.

- 26 juillet: Le CNE, accusé par l'opposition d'être contrôlé par le gouvernement, repousse l'authentification des signatures confirmées en juin. Pour l'opposition, il est crucial que le long et complexe processus vers un référendum aboutisse avant le 10 janvier 2017, afin de provoquer des élections anticipées en cas de révocation.

- 1er août: Feu vert du CNE sur la validité des signatures. Il faudra encore quatre millions de signatures pour pouvoir convoquer le référendum lui-même.

Etats-Unis

# De gigantesques incendies ravagent l'Ouest

**De gigantesques incendies continuaient lundi à ravager l'Ouest américain, avalant des centaines de kilomètres carrés et forçant des dizaines de milliers de personnes à évacuer, avec au moins une victime à déplorer.**

La Californie, en proie à une sécheresse record depuis cinq ans et où quelques 66 millions d'arbres morts sont hautement inflammables, est particulièrement vulnérable. Au nord de cet Etat, le plus peuplé du pays, l'incendie de Soberanes qui brûle depuis plus d'une semaine a déjà carbonisé 164 km<sup>2</sup> dans la région de Big Sur, l'une des plus touristiques de la région avec ses falaises accidentées surplombant le Pacifique.

Plus de 5.000 pompiers sont mobilisés mais le brasier n'est maîtrisé qu'à 18%, selon un communiqué lundi de Calfire, l'agence californienne d'information sur les incendies. Ce feu a déjà détruit 57 maisons et menace 2.000 constructions, forçant plusieurs milliers de résidents à évacuer.

Le conducteur d'une pelleuse est décédé la semaine dernière de blessures subies lors d'opérations d'extinction dans cette zone. Le centre de l'Etat fait aussi face depuis samedi à l'incendie de Goose, qui a déjà calciné 7 km<sup>2</sup> et n'est contenu qu'à 5%. Les 1.328 pompiers mobilisés sont confrontés à des températures élevées.



En revanche, le feu de Sand qui avait démarré il y a 9 jours est contenu après avoir forcé l'évacuation de 20.000 per-

sonnes et dévasté 167 km<sup>2</sup> autour de Santa Clarita, à environ 50 km à l'est de Los Angeles. L'Agence nationale des

incendies (NIFC) a estimé dans un bulletin mensuel de prévisions publié lundi que la Californie faisait face à «une probabilité élevée» d'incendies importants à cause de la sécheresse qui y sévit toujours. «Cette situation pourrait se prolonger cet automne et en hiver», a-t-elle averti. Le Montana, l'Oregon et le Wyoming sont également vulnérables, a précisé l'Agence. En Idaho (nord-ouest), l'incendie de Pioneer a déjà dévasté 154 km<sup>2</sup> en deux semaines et celui du Virginia Mountains Complex, dans le Nevada (ouest), 146 km<sup>2</sup>. **AFP**

Haïti

## Alerte rouge en raison d'une tempête, les vols locaux annulés

Les autorités haïtiennes ont placé lundi le pays en alerte rouge et ont annulé tous les vols locaux à l'approche d'une forte perturbation qui pourrait se transformer rapidement en tempête tropicale. Face aux menaces de fortes pluies, accompagnées d'orages et de rafales de vents liées au passage de la 20e onde tropicale de la saison, le gouvernement haïtien a appelé la population à la prudence.

Les vols locaux en provenance et à destination de tous les aéroports du pays, y compris de la capitale Port-au-Prince, sont interdits jusqu'à nouvel ordre, ont annoncé les autorités. Selon le Centre américain de surveillance des ouragans (NHC), cette perturbation avait de très fortes chances de se transformer en tempête tropicale dans la soirée de lundi. Les risques d'éboulements, de glissements de terrain et d'inondations sont particulièrement importants en Haïti, le pays le plus pauvre de la Caraïbe. Les autorités sanitaires craignent également une recrudescence du choléra en ces temps de pluies. A la suite d'averses diluviennes la semaine dernière, cinq personnes sont décédées du choléra et une vingtaine d'autres ont été infectées. La République dominicaine voisine d'Haïti était également concernée par le passage de cette tempête. **AFP**

Pakistan

## 12 morts dans une collision entre un autobus et une remorque

Au moins 12 personnes ont été tuées et 30 autres blessées dans une collision mardi entre un autobus et une remorque à Sindh, une province du sud du Pakistan, ont rapporté des médias locaux. Le conducteur de l'autobus, qui transportait plus de 50 personnes, a perdu le contrôle de son véhicule, qui a percuté une remorque qui arrivait dans la direction opposée dans la région de Pataro, a indiqué la chaîne de télévision pakistanaise Samaa TV. L'autobus assurait la liaison entre la province du Khyber Pakhtunkhwa, dans le nord-ouest du pays, et Karachi, une ville portuaire du sud, a déclaré un responsable local.

Les accidents de la route sont fréquents au Pakistan à cause du mauvais entretien des routes, des violations du code de la route et de la conduite imprudente des usagers. Selon les données du Bureau des statistiques du Pakistan, plus de 9.000 accidents de la route sont signalés à la police chaque année, tuant environ 5.000 personnes par an en moyenne. Selon la police de la circulation, 90% des accidents de la route au Pakistan sont causés par des erreurs humaines. **R. A.**

Corée du Sud

## La vente de 80 modèles de Volkswagen suspendue

Séoul a suspendu mardi la vente de 80 modèles de Volkswagen et infligé au groupe automobile allemand une amende de 14 millions d'euros en raison de problèmes d'homologation. Le ministère de l'Environnement a précisé que cette interdiction portait sur 83.000 véhicules, appartenant à 80 modèles, qui devaient être vendus et que la suspension était liée à des documents falsifiés concernant les niveaux d'émission et de bruit.

«La falsification de documents est une violation grave qui mine tout le processus d'homologation», a déclaré lors d'une conférence de presse Hong Dong-Gon, un responsable ministériel. Le groupe a également écopé d'une amende de 17,8 milliards de

wons (14,3 millions d'euros).

Le groupe de Wolfsburg avait pris les devants il y a deux semaines en annonçant la suspension temporaire de la vente en Corée du Sud de plusieurs modèles pour un problème d'homologation. Un porte-parole de Volkswagen avait expliqué cette décision par des «irrégularités» dans le processus d'homologation de ces modèles et par des discussions avec les autorités sud-coréennes concernant les données fournies par le constructeur, telles que les dimensions, le poids ou encore le type des moteurs.

Ordonnant le rappel de trois modèles, M.Hong a précisé qu'un rappel n'était pas nécessaire pour les autres modèles, dont

certain documents avaient été falsifiés mais qui ne comportaient aucune pièce défectueuse.

Il a toutefois indiqué que le processus d'homologation des Volkswagen serait désormais bien plus strict et bien plus long. «Il ne s'agira pas seulement de vérifier les documents. Nous mènerons un examen approfondi qui inclura des inspections sur site et, si nécessaire, des visites au siège allemand», a-t-il dit. Une porte-parole de Volkswagen Corée a déploré la décision de Séoul. «Mais la Corée du Sud demeure un marché très important pour nous et nous allons essayer d'avancer rapidement dans le processus de ré-homologation», a-t-elle dit. **AFP**

"Harry Potter"

## JK Rowling l'assure, c'est fini!

ÉPILOGUE JK Rowling, qui a donné vie au célèbre magicien à lunettes, a assuré que le huitième tome « Harry Potter et l'Enfant Maudit », sorti dimanche au Royaume-Uni, marque la fin des aventures du sorcier...

Nom d'une baguette magique ! Le monde du fantastique serait-il en train de s'éclipser ? Alors que la date de fin de la série Game of Thrones vient d'être annoncée, c'est au tour d'Harry Potter de dire adieu à ses fans. En effet, sa créatrice, JK Rowling, a assuré qu'Harry Potter et l'Enfant maudit, sorti dimanche au Royaume-Uni et prévu en France le 14 octobre, sera le huitième et ultime volet des péripéties d'Harry. Mais ce dernier va faire des petits...

Sur les planches

Créatrice d'un phénomène international qui dure depuis dix-neuf ans, l'écrivaine s'est félicitée du lancement réussi de la pièce de théâtre qui s'est jouée samedi, au Palace Theatre londonien. Publiée dans la foulée en anglais, cette pièce constituera le huitième et dernier tome des péripéties d'Hermione et Ron. « [Harry Potter] va accomplir un long voyage durant cette pièce de théâtre en deux parties mais ensuite, je pense que nous en avons terminé. C'est la génération suivante, vous savez. Donc je suis ravie de voir que la pièce est si bien réalisée mais non, Harry c'est terminé maintenant », a confié la mère créatrice du célèbre petit sorcier.

Entre quatre planches

Ce dernier devra donc ranger sa baguette magique au placard. Et pourtant, Harry représentait une belle poule aux œufs d'or pour celle qui lui a donné vie. La saga « Harry Potter », qui a été traduite en 64 langues, et dont 325 millions d'exemplaires des six tomes précédents ont été écoulés depuis 1997, a fait la fortune de JK Rowling, qui est aujourd'hui la femme la plus riche de Grande-Bretagne. Mais à 51 ans, la papesse du fantastique n'a pas pour autant fini de nous emmener dans des univers jusque-là inconnus. Pour preuve, elle continue d'écrire des nouvelles fantastiques avant la sortie très attendue du film Les Animaux fantastiques. **20 minutes**

# Les clés d'une performance optimale dans un environnement Cloud hybride

**Pour gérer et maintenir des niveaux de performances élevés dans des environnements cloud hybrides, les services informatiques doivent mettre en œuvre plusieurs bonnes pratiques. En voici 4 essentielles.**



passante chez le fournisseur Internet. Les enregistrements complets des flux permettent également aux services informatiques d'analyser le trafic réseau en fonction des flux et d'identifier les utilisateurs d'applications autres que professionnelles. Les types de flux couramment collectés sont NetFlow, sFlow, J-Flow, et IPFIX. Mettre ces informations en corrélation avec une analyse approfondie des paquets est essentiel pour obtenir des connaissances à 360 degrés sur les performances globales du réseau, et peut contribuer à la réduction des coûts auprès du fournisseur Internet.

## 4. Mener des tests sur le réseau

Même les infrastructures bien gérées peuvent être sujettes à de mauvaises configurations ou à des défaillances logicielles, il est donc recommandé de mener des tests réguliers du réseau pour déterminer tout angle mort que les pirates pourraient exploiter pour accéder à des informations sensibles. Il faut lancer des tests de pénétration du réseau pour détecter les faiblesses dans la sécurité de l'infrastructure et déterminer si des ressources de sécurité supplémentaires sont nécessaires. En outre, il est pertinent de tester la capacité de l'entreprise à identifier les incidents de sécurité et à y réagir, ainsi que la connaissance qu'ont les collaborateurs de la sécurité et de la conformité aux politiques en place. C'est un domaine dans lequel il existe des outils gratuits en open source pour les tests de pénétration, comme Metasploit et BackTrack, qui peuvent être utilisés pour penser comme un attaquant et garder un temps d'avance.

Les environnements Cloud hybrides peuvent véritablement offrir le meilleur des deux mondes. Ils permettent aux entreprises de maintenir leur investissement dans les infrastructures sur site existantes et de bénéficier de l'efficacité des dernières technologies Cloud. Pour bénéficier de ces avantages, les services informatiques doivent toutefois évaluer sérieusement la disponibilité réseau, les performances et la sécurité de leur environnement hybride. En analysant continuellement les données du réseau et en agissant en fonction de ces données existantes et entrantes, les entreprises peuvent rester sécurisées et exploiter l'avantage compétitif qu'offrent les infrastructures hybrides.

**L**es environnements hybrides peuvent grandement bénéficier aux services informatiques des entreprises, car il est possible de stocker les informations confidentielles de façon sécurisée sur site. En parallèle, les services informatiques peuvent facilement construire dans le Cloud sans avoir à s'inquiéter de questions d'évolutivité, de déploiement ou de maintenance. Les infrastructures hybrides procurent également des avantages considérables en termes de coûts. De fait, une étude récente menée par le fournisseur d'hébergement Cloud Rackspace a conclu que les entreprises peuvent économiser en moyenne 17 % de leurs coûts informatiques totaux en déployant un environnement hybride.

Mais en dépit de ces avantages, il peut être délicat de produire des performances optimales à partir d'un environnement Cloud hybride. La technologie Cloud amène certains problèmes de sécurité critiques qui peuvent menacer la réputation d'une entreprise, sans parler de sa santé financière. Les infrastructures Cloud hybrides peuvent également entraver les performances du réseau, et tout informaticien chevronné sait qu'une dégradation des services - ou même une courte période de temps d'arrêt - peut avoir un

impact monumental sur le chiffre d'affaires d'une entreprise, sans même parler du degré de satisfaction de ses clients.

Pour gérer et maintenir des niveaux de performances élevés dans des environnements cloud hybrides tout en réduisant les risques de sécurité qui y sont associés, les services informatiques doivent mettre en œuvre les bonnes pratiques qui suivent :

## 1. Adopter la surveillance de l'infrastructure

Pour gérer des environnements hybrides plus complexes, les services informatiques doivent mener une surveillance plus intelligente de leur infrastructure (réseaux, serveurs et applications). Il faut pour cela exploiter les solutions de surveillance automatique qui peuvent proposer une visibilité de bout en bout sur l'infrastructure de sécurité Cloud et analyser les schémas du trafic réseau. Les appareils du réseau, les serveurs physiques et virtuels, ainsi que les réseaux sans fil doivent également être surveillés en continu. Il est aussi impératif de configurer des politiques de notifications et d'alertes pour normaliser les procédures de remontée des informations, et s'assurer d'élaborer des politiques d'utili-

sation de la bande passante reposant sur les données du trafic réseau entrant, et de les faire appliquer. Au minimum, les équipes informatiques doivent surveiller les entités suivantes dans leurs environnements informatiques hybrides :

- routeurs, commutateurs, pare-feux, équilibrateurs de charge, systèmes de prévention des intrusions
- connectivité Internet, sessions VPN, trafic réseau et enregistrements des flux
- serveurs, postes de travail distants, machines virtuelles, applications

Avec ce degré de surveillance, les équipes informatiques peuvent s'assurer que leur infrastructure critique est toujours disponible, et fournit des performances optimales aux utilisateurs finaux.

## 2. Automatiser la collecte des journaux

En automatisant la collecte, le stockage et la sauvegarde des journaux des pare-feux, de la sécurité et des load balancers, par exemple, les services informatiques peuvent analyser leur réseau plus efficacement pour détecter rapidement toute activité non autorisée et toute menace pour la sécurité afin de lancer l'alerte. Il faut s'assurer de surveiller des événements comme

les changements des accès et des autorisations liées aux fichiers, aux dossiers et aux objets, et les inclure dans les alertes et les rapports. Les types de journaux les plus courants comme Syslog, les événements Microsoft ou W3C/IIS doivent être collectés pour aider à l'identification de menaces potentielles sur le réseau. Voici quelques exemples de collecte de journaux :

- journaux des serveurs et des applications
- journaux de sécurité des pare-feux, systèmes de prévention contre les intrusions et les attaques par déni de service
- Syslogs de toutes les sources

Avec la collecte et l'analyse automatisées des journaux, les équipes informatiques peuvent détecter de façon proactive toute activité anormale et prendre des mesures correctives. De plus, elles peuvent produire des rapports mensuels pour apporter des preuves à des fins d'audit et de conformité.

## 3. Analyser les enregistrements des flux

En collectant les enregistrements des flux du réseau, les services informatiques peuvent identifier les applications consommant le plus de bande

## PAROLES DE FEMMES

«La douleur n'embellit que le cœur de la femme.»



## FEMMES

ILS ONT DIT :

«Toute douleur qui n'aide personne est absurde.»

André Malraux

ACTU-FEMMES Page animée par Tinhinan

## BRITNEY SPEARS

«MALHEUREUSE-MENT, JE CROIS TOUJOURS EN L'AMOUR»



**A**près de nombreuses relations orageuses, Britney Spears semble avoir fait la paix avec elle-même, retrouvé une vie plus simple, et paraît prête à retrouver l'amour. En pleine tournée promotionnelle, la belle s'est confiée sur ses déceptions passées, et son espoir en l'avenir.

Son retour était très attendu. Après trois ans d'absence sur le devant de la scène, Britney Spears revient enfin avec un nouvel album. Le premier single extrait de cet album, *Make Me*, promet que la belle n'a en rien perdu de son talent, ni de son goût pour la provocation. En pleine tournée promotionnelle, la popstar de 34 ans a accordé ce week-end une interview à la radio australienne 2Day FM. Mais elle ne s'est pas limitée à aborder son retour musical. Car si Britney est de nouveau en quête de succès, elle semble également chercher l'amour, encore et toujours.

«J'ai vécu d'horribles relations, a-t-elle avoué. Mais malheureusement, je crois toujours en l'amour». Britney incorrigible romantique? Il est vrai que depuis ses jeunes débuts, la sulfureuse blonde a multiplié les conquêtes, pas toujours pour le meilleur. De Justin Timberlake, son premier amour, au paparazzi Adnan Ghalib, ou au danseur Kevin Federline, avec qui elle a eu deux enfants, jusqu'à ses fiançailles avec son ex-manager Jason Trawick en 2012 ou sa liaison avec le producteur Charlie Ebersson, en 2015... Britney semble avoir eu le cœur brisé à de multiples reprises.

«Je pense qu'il faut se protéger pour épargner son cœur, mais je suis une incurable romantique, a-t-elle avoué. J'aime les trucs un peu ringards et naïfs, tout ce qui est mignon et adorable». Pourtant, pas facile pour la jeune maman de rencontrer l'âme sœur et de s'adonner au flirt lors de dîners romantiques, elle qui oscille en permanence entre ses séances d'entraînement et l'éducation de ses deux petits anges. «Je ne vais plus en boîte de nuit, a-t-elle expliqué. Je suis maman, j'ai 34 ans, je ne suis plus une fêtarde. J'aime faire du sport, c'est plutôt ça ma routine. Je suis quelqu'un de simple». Avec son nouvel album et ses tournées mondiales qui se profilent, Britney Spears écusera de nouveau les soirées et les plateaux télévisés... Peut-être alors le grand amour surgira-t-il au détour d'un voyage?

## MINCEUR

## DES ASTUCES MINCEUR VALIDÉES PAR LA SCIENCE

**C**es idées minceur ont été expérimentées, observées, mesurées et publiées dans des revues scientifiques. Voici ce que les chercheurs conseillent pour perdre du poids.

## S'EXPOSER À LA LUMIÈRE DU JOUR

Depuis les études sur la vitamine D, les bienfaits de la lumière naturelle ne sont plus à prouver. Contre la déprime et le grignotage qui l'accompagne, sortez et marchez une trentaine de minutes tous les matins. Simple promenade ou parcours pour aller travailler, cette bouffée de lumière vous évitera de vous réfugier dans des aliments réconfortants, généralement hypercaloriques.

## UTILISER UNE GROSSE FOURCHETTE

Des chercheurs de l'Utah (Etats-Unis) ont

constaté que les personnes utilisant de petites fourchettes, pour avaler de petites bouchées, ingurgitaient plus de nourriture. Optez pour des couverts grand format.

## APPRENDRE À DÉSTRESSER

Selon une étude de l'université de Harvard (Etats-Unis), le stress augmente le tour de taille des femmes ayant des soucis liés à l'emploi, à la vie personnelle, aux finances et au grand nombre de chose à faire. Les hommes, prennent du ventre quand ils sont stressés par leur carrière, les compétences à acquérir, le manque de pouvoir...

## MÂCHER DU CHEWING-GUM

L'heure du repas approche et votre estomac crie famine. Ne vous jetez pas sur le premier

paquet de chips venu et prenez un chewing-gum. Plusieurs études ont prouvé que cela agissait comme un leurre en envoyant un message de satiété au cerveau.

## PENSER AU REPAS PRÉCÉDENT

Envie de grignoter. N'ouvrez plus vos placards, mais faites plutôt appel à votre mémoire. Se souvenir de son dernier repas dans le détail réduirait en effet les envies de grignoter et agirait comme un coupe-faim efficace? c'est la conclusion d'une étude britannique menée par des chercheurs en psychologie de l'université de Birmingham. Moralité : une fois n'est pas coutume, penser à la nourriture n'ouvre pas l'appétit.

## RÉPARTIR SON ACTIVITÉ PHYSIQUE

Des chercheurs de l'université de l'Oregon ont montré que plusieurs séances courtes ont le même impact sur le bilan calorique qu'une longue. Exemple : 10 minutes de marche rapide le matin, 20 autres lors de la pause déjeuner, 30 minutes le soir au retour.

## RIRE PLUS SOUVENT

Ce n'est pas une blague. Selon une étude de chercheurs de l'université Vanderbilt de Nashville (Etats-Unis), menée il y a quelques années, rire de 10 à 15 minutes par jour permettrait de brûler entre 10 à 40 Cal. Sur un an, cette dépense d'énergie ferait perdre jusqu'à 2 kg.

## CACHER LES FRIANDISES

Une étude a voulu montrer que l'envie de grignoter est liée à la vue de la nourriture. L'expérience consiste à poser un bocal de bonbons sur un bureau, juste devant la personne. La tentation est à son maximum. Elle diminue si le bocal est placé derrière elle, plus encore si les bonbons sont rangés en hauteur et faiblit davantage en cas de bocal opaque. Vos sablés préférés. Dans une boîte en fer en haut du placard.

## CHANGER DE SUPERMARCHÉ

Des chercheurs de l'Inserm (Institut national



de la santé et de la recherche médicale) ont constaté que les clients d'enseignes hard discount étaient parfois un peu plus «enrobés» que les autres. Si vous avez du poids à perdre et que votre budget le permet, essayez de faire vos courses ailleurs...

## BOUGER SÉRIEUSEMENT

Les gens qui restent actifs perdent du poids et ne le reprennent pas, telle est la conclusion d'une étude venue d'outre-Atlantique. Le Bureau national d'enregistrement du poids des citoyens américains, à l'école de médecine de Pittsburgh, détient une base de données concernant 2?000 individus. Tous ont perdu plus de 10 kg sans les reprendre depuis six ans. Et tous ont dépensé 2.800 Calpar semaine en pratiquant des activités sportives : gym, vélo, marche, course à pied, aérobic...

## DORMIR...

Depuis plusieurs années, de nombreuses recherches ont mis en évidence le lien entre nuit trop courte et surpoids. Dormir moins de 6?heures perturbe en effet deux hormones, la ghréline et la leptine, qui régulent l'appétit. D'où des prises alimentaires en hausse avec une tendance au snacking : grignoter n'importe quoi, n'importe quand...

## SANTÉ

## HERPÈS : COMMENT PRÉVENIR LES RÉCIDIVES ?

Si vous avez été infecté par le virus de l'herpès labial ou génital, vous allez devoir vous habituer à sa présence : ce dernier reste à vie dans l'organisme, à l'intérieur des ganglions. Il s'endort pendant plusieurs semaines, voire plusieurs années, mais sous l'effet de certains facteurs, il peut se réveiller.

## IDENTIFIER LE FACTEUR

## DÉCLENCHEUR

Les crises peuvent être déclenchées par l'anxiété, le stress, la fatigue, les règles, la fièvre, une mauvaise alimentation, une irritation cutanée... Si vous voulez réussir à éviter une nouvelle poussée, essayez d'identifier ce qui, chez vous, peut provoquer

une crise. Vous saurez alors réagir en conséquence.

## ATTENTION AU SOLEIL

Une exposition prolongée au soleil est souvent responsable des crises d'herpès labial. Un conseil : pour éviter de voir apparaître un disgracieux bouton de fièvre, appliquez un baume protecteur sur vos lèvres (indice 15 ou plus).

## RENFORCER SON SYSTÈME

## IMMUNITAIRE

Pensez-y d'autant plus si vous partez à la montagne. Il est aussi important de bien hydrater ses lèvres. Quand elles sont sèches et gercées, les risques de poussées sont multipliés. Avec de solides défenses immunitaires, vous mettez

toutes les chances de votre côté pour espacer les récurrences.

## Alors, optez pour une

alimentation saine, riche en magnésium et sélénium, dormez suffisamment, soyez actif, etc. Les traitements de terrain contre le stress comme l'homéopathie ou l'aromathérapie peuvent aussi se révéler utiles.

## PRENDRE DES ANTIVIRAUX

Si les éruptions sont fréquentes, vous pouvez vous tourner vers votre médecin qui vous prescrira des antiviraux en comprimés comme . Ces antiviraux ne guérissent pas l'herpès mais en empêchent les récurrences s'ils sont pris dès les premiers symptômes (picotements).



**Les DÉBATS**

Quotidien national  
d'information

Édité par la SARL  
MAHMOUDI INFO

Le fondateur  
Abderrahmane Mahmoudi

• Gérante Naima MAHMOUDI • Directeur de la publication Aïssa KHELLADI •

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : 021.63.45.42 -

Fax : 021.63.45.13 - Service Publicité : 021.63.42.65 • Email : Lesdebats@hotmail.com •

Web : <http://www.lesdebats.com> • Impression SIA • Publicité ANEP 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : 021.73.30.43

EN Olympique

# Schurmann croit en son équipe



Le sélectionneur de l'EN Olympique, Pierre-André Schurmann, garde une confiance totale en son groupe en prévision du premier match de son équipe face au Honduras. En effet, il soulignera à Rio de Janeiro que son groupe est totalement concentré sur ce premier match contre le Honduras, prévu ce jeudi au stade Olympique à 15H locale (19H algérienne), avec la ferme détermination de réussir un bon début. «Nous sommes en pleine préparation de notre première sortie. Les joueurs et le staff technique sont concentrés sur la rencontre contre le Honduras que nous allons aborder avec toute la volonté nécessaire pour réaliser un

résultat positif.», a déclaré Schurmann lors d'un point de presse tenu au village olympique. Lors du tournoi olympique de Rio, l'équipe algérienne évoluera dans le groupe D avec le Honduras, l'Argentine et le Portugal. Les coéquipiers du capitaine Riyad Kenniche entameront la compétition contre le Honduras avant d'enchaîner contre respectivement l'Argentine le 7 et le Portugal le 10 août. Les deux premiers se qualifieront pour le second tour. A pied d'œuvre à Rio, les protégés du technicien suisse ont effectué plusieurs séances d'entraînement dont la dernière dimanche au stade annexe de Botafogo. «Nous nous préparons dans les meilleurs conditions

possibles. L'Algérie retrouve les Jeux après plus de 30 ans d'absence. Maintenant, il faut être à la hauteur de l'événement sans mettre pour autant de la pression sur les joueurs. Il nous reste trois jours de préparation, il y aura des choix à faire.», a-t-il souligné. Interrogé sur l'importance du premier match pour la suite du parcours de l'équipe dans le tournoi, le coach de l'équipe olympique a estimé que toutes les rencontres sont importantes et qu'il faudrait les prendre match par match. «Il faut négocier tous les matchs avec la même détermination et abnégation. Nous allons aborder la compétition dans la peau d'un outsider qui défendra crânement ses chances. Nous avons bien préparé le rendez-vous brésilien en disputant plusieurs matchs amicaux contre l'Irak à deux reprises et face à Valence et Grenade, des tests bénéfiques pour l'équipe avant de débiter le tournoi.» Concernant le premier adversaire des verts, Pierre-André Schurmann a estimé que le Honduras est une équipe qui a beaucoup évolué ces derniers temps et qu'il faudra le prendre très au sérieux. «Le Honduras a beaucoup progressé depuis le tirage au sort. Il renferme dans ses rangs quatre à cinq joueurs qui évoluent dans l'équipe A, mais nous on se concentre beaucoup plus sur nos qualités et nos possibilités que sur celles de l'équipe adverse, c'est ma devise dans le travail.», a-t-il conclut.

Imad M.

## Tottenham Bentaleb annoncé à Middlesbrough

Le milieu international algérien de Tottenham Nabil Bentaleb, qui n'entre plus dans les plans de l'entraîneur argentin Mauricio Pochettino, pourrait rejoindre Middlesbrough, nouveau promu en Premier League anglaise de football, rapporte lundi la presse locale. Le club anglais, dirigé par le technicien espagnol Aitor Karanka, compte renforcer son milieu de terrain et aurait trouvé en Bentaleb le profil idéal, ajoute la même source. Outre Middlesbrough, le joueur algérien âgé de 21 ans est convoité par le club espagnol du Betis Séville mais également par les Portugais de Benfica, dont un prêt pour une saison a été évoqué par la presse portugaise. Bentaleb (21 ans) dont le contrat avec les Spurs court encore jusqu'en 2020 n'a pas été retenu pour le tournoi «International Champions Cup» qui s'est déroulé à Melbourne en Australie. Titulaire indiscutable à son arrivée chez les Spurs sous la houlette de l'ancien entraîneur Tim Sherwood, Bentaleb a fini par perdre ce statut après des blessures à répétition, dont la dernière l'a obligé à subir une opération au genou.

Escrime

## Hamid Sintès "prêt" à relever le défi

Le fleuretiste Hamid Victor Sintès qui défendra les couleurs de l'Escrime algérienne aux Jeux Olympiques JO-2016 de Rio (5-21 août) s'est déclaré «prêt à relever le défi» malgré les trois années passées sans compétition. «Je me sens quasiment prêt pour la compétition. Il reste encore quelques jours pour optimiser mon entraînement et ma préparation physique pour arriver au mieux de mes capacités le jour J. C'est un défi pour moi d'avoir opté pour l'Algérie, c'était un choix, ça ma coûté ensuite trois ans sans compétition internationale. J'ai pu participer à un tournoi de qualification et j'ai réussi à gagner mon billet pour Rio», a déclaré Sintès. Le petit-fils d'Abdelhamid Bensegueni, un ancien joueur de football ayant évolué à Constantine pendant les années 1940, puis à l'OGC Nice, a décidé de représenter l'Algérie depuis 2016, après avoir été évincé de l'équipe de France, pour avoir «critiqué publiquement l'encadrement technique de la sélection». Pour tenter de rattraper le

temps perdu, Sintès a intensifié sa préparation lors des derniers mois en prévision du rendez-vous de Rio. «Je me suis bien préparé en France, en Corée et en Angleterre pendant les derniers mois grâce à l'apport de la fédération. J'ai organisé des sessions d'entraînement avec d'autres athlètes afin d'avoir de l'opposition», a-t-il expliqué. «Sincèrement, je me sens bien physiquement, maintenant toute la question est de savoir si le temps accordé à la préparation va me permettre de revenir à mon top niveau. Personnellement, je suis confiant, je n'ai pas un mental de perdant. Je vise toujours la victoire. Les résultats sur la scène internationale j'en ai fait, donc ce n'est pas une mission impossible dans ma tête» a-t-il ajouté. Interrogé sur son objectif principal à l'occasion des JO, l'athlète de 35 ans est bien décidé à jouer à fond ses chances même s'il est conscient que la tâche sera extrêmement ardue face aux meilleurs mondiaux. «L'objectif ? C'est de gagner le premier combat qui sera très dif-

ficile, ça va me lancer dans la compétition et tenter ensuite d'enchaîner les succès afin d'arriver dans les trois premiers», a-t-il souligné. Mal classé au niveau mondial en raison des trois ans «sabbatiques», Sintès va hériter au premier tour du cinquième ou sixième mondial ce qui complique un peu plus sa tâche. «Le tirage au sort est très important, c'est là où les 3 ans que j'ai passé loin de la compétition qui joue contre moi car je n'ai pas pu ramasser des points, je me trouve désormais au fond de classement et au premier match je vais rencontrer le 5e ou le 6e mondial. Dès le premier tour ce sera très difficile, mais je vais me donner à 200% contre des tireurs que je connais bien» a-t-il dit. En attendant son entrée en lice dans la compétition prévue le 7 août prochain, l'escrimeur algérien peaufine sa stratégie avec son entraîneur. «On va travailler sur la tactique et voir les vidéos pour mettre toutes mes chances de mon côté. Un exploit à Rio, j'y crois fermement», a-t-il affirmé.

Cyclisme

## Reguigui : «Terminer dans les 40 premiers»

Le cycliste Youcef Reguigui, un des deux algériens qui prendra samedi prochain le départ de la course sur route aux Jeux Olympiques de Rio de Janeiro 2016, s'est fixé comme objectif de terminer dans les 40 premiers. «Mon objectif, c'est de réaliser le meilleur résultat possible dans l'histoire des participations algériennes aux Jeux olympiques. A Rio de Janeiro, je vais faire l'impossible pour résister et tenir le coup dans une course qui sera extrêmement difficile avec un parcours très compliqué. Cependant, je reste confiant, je vise une place dans les 40 premiers pour permettre au vélo algérien de figurer dans le classement final de l'épreuve pour la première fois après plusieurs échecs et abandons de la petite roue par le passé», a indiqué Reguigui. Le pensionnaire de la formation sud-africain Dimension Data s'est dit, par ailleurs, content et fier d'être présent à Rio pour défendre les couleurs algériennes aux Olympiades ce qui constitue selon lui, une apothéose dans la carrière d'un athlète. «Se qualifier pour les jeux olympiques en cyclisme, comme dans d'autres sports, constitue, en soit même, une performance appréciable. Il fallait récolter le maximum de points lors des différents tours pour valider mon billet pour Brésil. Il faut saisir cette chance qui pourrait ne se présenter qu'une seule fois dans la vie d'un athlète», a expliqué Reguigui. Interrogé sur le parcours de la course qu'il a découvert samedi en compagnie de son compatriote Mansouri, Youcef Reguigui a estimé qu'il est très difficile avec un col de première catégorie que les coureurs vont parcourir trois fois, ce qui pourrait coûter cher à beaucoup d'entre eux. En prévision du rendez-vous brésilien, le coureur algérien s'est bien préparé à travers sa participation à plusieurs tours cyclistes en Europe et en Afrique. «Je suis un coureur professionnel, évoluant dans une équipe professionnelle. Je connais la plupart des athlètes qui vont participer aux JO, je me suis même préparé avec certains d'entre eux en Pologne», a-t-il souligné. Le cycliste qui s'est bien remis d'une blessure contractée en avril dernier, a poursuivi sa préparation en Algérie après avoir raté le tour de France. «J'étais en train de me préparer pour prendre part au tour de France avec mon équipe, malheureusement pour moi, j'ai pas pu le faire. Je suis rentré au pays pour me concentrer sur les Jeux qui demeurent l'objectif numéro 1 pour moi.

AfroBasket U18

## Mustapha Braik élu meilleur tireur à 3 points

Le basketteur algérien Mustapha Braik a été élu meilleur tireur à 3 points du championnat d'Afrique des nations de basket-ball des moins de 18 ans (U18) disputé du 20 au 31 juillet à Kigali (Rwanda), avec une moyenne de 47% de réussite derrière l'arc. L'adresse du joueur de SCM Ouled Djellal, blessé lors du dernier match de poule, aura manqué au «Cinq» algérien lors du quart de finale perdu face à l'Egypte (74-82). Pour les autres distinctions de l'Afrobasket U18, c'est l'Angolais Silvio Sousa avec des stats de 17.1 points, 7.6 rebonds, et 1.2 passes, qui a été élu meilleur joueur du tournoi. Sousa figure également parmi le cinq majeur de la compétition aux côtés de Sano Gasana (Rwanda), Tarek Mahmoud Raafat (Egypte), Mohamed Rassil (Tunisie), et de son coéquipier Bruno Fernandes. De son côté, Patrick Mwamba de la République Démocratique du Congo a été meilleur marqueur du tournoi avec 160 points en huit matchs. La sélection angolaise a été sacrée championne d'Afrique de la catégorie en battant son homologue égyptienne (tenante du titre) sur le score de (86-82) après prolongations, en finale disputée dimanche soir à Kigali (Rwanda). La 3e place est revenue au Mali vainqueur de la Tunisie (58-52), mi-temps (32-28), en match de classement. L'Egypte, l'Angola et le Mali sont qualifiés pour le Mondial-2017 (U19) prévu en Egypte. Onze pays ont pris part à cette compétition africaine. Le Zimbabwe initialement engagé a déclaré forfait.





Algier  
Ensoleillé  
Min 14 °C  
Max 28 °C



Oran  
Ensoleillé  
Min 12 °C  
Max 29 °C



Annaba  
Ensoleillé  
Min 15 °C  
Max 28 °C

## Visa pour le Hadj 2016 Le 18 août, date limite de dépôt de dossiers

La date limite de dépôt de dossiers relatifs à la demande de visa spécial Hadj 2016, est fixée au jeudi 18 août, indique lundi le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales, dans un communiqué.

«Le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales informe que la date limite de dépôt de dossiers relatifs à la demande de visa est fixée au jeudi 18 août 2016, et la date limite du paiement du pécule Hadj et l'acquisition du billet d'avion, au jeudi 11 août 2016», précise-t-on.

«La demande de visa Hadj est directement liée au paiement du pécule Hadj ainsi que l'achat du billet d'avion», signale, par ailleurs, la même source, ajoutant qu'«après les délais préalablement cités, aucun dossier ne sera accepté».

«Les citoyens détenteurs d'un livret Hadj 2016, sont ainsi conviés à se rapprocher du siège de la daïra ou de la circonscription administrative du lieu de résidence ou des agences de tourisme et voyages agréés, à l'effet d'organiser le pèlerinage et ce, afin de déposer le dossier relatif à la demande de visa spécial Hadj 2016, souligne-t-on.

Reda A.

Pour des raisons de sécurité en France

## Annulation des festivités dans plusieurs localités

Plusieurs localités françaises ont décidé, pour des raisons de sécurité, d'annuler les festivités qu'elles organisaient traditionnellement durant le mois d'août, rapportent hier les médias français. A Nice, ville endeuillée par la sanglante attaque de la soirée du 14 juillet sur la Promenade des Anglais, le maire a décidé l'annulation du meeting aérien de la Patrouille de France prévu le 13 août et de la Prom' Party traditionnellement organisée le 15 août. La mairie de Marseille a aussi décidé lundi l'annulation du meeting aérien de la patrouille de France prévu le 13 août. Cette décision, prise dans le cadre de l'état d'urgence, s'explique aussi par l'importance de l'événement qui avait attiré, en 2015, près de 100 000 personnes.

Cette sécurisation «monopoliserait des moyens humains considérables alors que les forces de sécurité intérieure et les militaires de l'opération Sentinelle sont déjà fortement mobilisés dans le cadre de l'état d'urgence et par la sécurisation de nombreux rassemblements culturels et festifs», a expliqué la préfecture. Les annulations concernent aussi la Baule, Collioure, Villers-sur-Mer, Seyne-sur-Mer, Port Argelès, Canet-en-Roussillon, Saint-Cyprien, Cerbère ou encore St-Pierre-la-Mer ainsi que la ville d'Avignon qui ne va pas organiser son feu d'artifice le 26 août prochain, jour de l'anniversaire de la libération de la ville.

R. N.



Disparition de Nihal

## Des indices en cours d'analyse



Les indices récupérés au village Ath Ali (commune d'Aït Toudert, 50 km de Tizi Ouzou) dans le cadre de l'affaire de la disparition de Nihal Si Mohand, 4 ans, sont en cours d'analyse pour pouvoir établir ou pas un lien avec la fillette, a annoncé hier à l'APS, la Gendarmerie nationale.

Ces indices, dont un crâne et des cheveux, sont en cours d'analyse et «rien ne permet

pour le moment de confirmer qu'ils appartiennent à l'enfant» disparu, a indiqué le chef de service communication du commandement de la gendarmerie nationale, le colonel Tirghini Mohamed.

Selon lui, les indices récupérés dans le cadre des recherches effectuées par ce corps de sécurité depuis le 21 juillet dernier, date de la disparition de Nihal, sont «toujours en cours d'expertise au niveau de l'Institut

national de criminalistique et de criminologie (Incc) de Bouchaoui».

Aussi, «la Gendarmerie nationale ne peut pas se prononcer sur l'appartenance de ces indices avant les résultats de l'expertise», a précisé ce même responsable.

Les indices en question sont un crâne appartenant à un enfant dont l'âge peut aller jusqu'à 6 ans, des ossements et quelques cheveux. «Vu qu'il s'agit d'ossements, et non de sang ou de lambeaux de chair, l'expertise de ces indices prendra un minimum de quatre jours», a signalé la même source.

L'opération de recherche de Nihal Si Mohand, lancée par la Gendarmerie nationale, a nécessité la mobilisation de plus de 400 éléments de ce corps de sécurité, qui passent au peigne fin et sous un soleil de plomb et ce, depuis 13 jours, la zone d'où a disparu la fillette. Une zone qui s'étend sur plus de 3 km<sup>2</sup>, rappelle-t-on.

Ces recherches ont été appuyées par l'équipe cynophile de la Gendarmerie Nationale.

Lundi, une équipe de l'Incc constituée des meilleurs officiers, cadres et experts de la Gendarmerie nationale, a été dépêchée à Tizi Ouzou où elle a travaillé dans le cadre de l'enquête sur la disparition de Nihal, avant de quitter cette wilaya à 21h, a-t-on appris de même source.

Riad D.

Mascara

## Sept morts dans une collision entre deux voitures

Sept personnes ont trouvé la mort et une autre a été blessée dans une collision entre deux voitures survenue hier dans la localité d'El Hacine, a-t-on appris des services de la Protection civile de la wilaya de Mascara.

L'accident s'est produit aux environs de 7h30 du matin, sur la RN6 reliant la localité de Hacine au chef-lieu de wilaya, au lieu-dit Sidi Hamou. Les sept victimes (quatre femmes et trois enfants) étaient à bord d'un premier véhicule alors que la personne blessée se trouvait dans le second véhicule, ajoute-t-on de même source. Le blessé a été évacué vers l'hôpital de Mascara alors que les dépouilles mortelles ont été déposées à la morgue du même établissement de santé. Selon la même source, ce

tronçon de la RN6, connaissant un trafic dense, est considéré comme le plus dangereux axe routier de la wilaya, marqué par de nombreux virages très serrés et l'étroitesse de la route. Des accidents, parfois mortelles, sont enregistrés fréquemment sur cet axe, ajoute-t-on de même source.

Par ailleurs, 59 personnes ont trouvé la mort et 2 285 autres ont été blessées dans 1 761 accidents de la circulation, survenus du 24 au 30 juillet au niveau national, indique lundi un communiqué de la Protection civile.

La wilaya de Tlemcen déplore le bilan le plus lourd avec 11 personnes tuées et 51 autres blessées, suite à 46 accidents de la route.

R. L.

## ACTU...

Suite à une affaire de malversation

## Deux employés de bureau de poste écroués

Un receveur du bureau de poste de la commune de Boukhadra (Tébessa) et un autre employé ont été placés sous mandat de dépôt dans une affaire de malversation sur les comptes d'épargne, a-t-on appris hier du chargé du service de la communication à la Sûreté de wilaya. Suite à des informations parvenues à la brigade de la recherche et des interventions (BRI) de la police judiciaire de la Sûreté de wilaya faisant état que des clients auprès du bureau de poste de Boukhadra ont été victimes de détournement de leurs comptes, une enquête a été déclenchée a précisé la même source, soulignant que les investigations ont permis d'identifier 40 victimes, clients auprès du bureau de poste de Boukhadra. La même source a ajouté que l'enquête a déterminé que le montant de l'argent détourné des comptes des victimes s'élève à 6,3 millions de dinars, précisant que les deux mis en cause ont été écroués pour «association de malfaiteurs, faux et usage de faux dans des documents commerciaux et escroquerie».

H. A.

Tlemcen

## Saisie de 40 turbines et moteurs de voitures usagés

Les éléments du service régional de lutte contre les stupéfiants de Tlemcen ont mis en échec une tentative d'introduction sur le territoire national de quelque 40 turbines et moteurs de voitures usagés, indique hier un communiqué de la direction régionale des Douanes de la wilaya de Tlemcen. Ces équipements ont été découverts à bord d'un fourgon, intercepté à un barrage érigé lundi sur la RN35, reliant les villes de Maghnia et de Aïn Témouchent. La valeur de la marchandise saisie a été estimée de 2,7 millions de DA alors que le montant de l'amende infligée au propriétaire de ces pièces de rechange s'élève à 27 millions de DA, ajoute-t-on de même source.

H. G.

Oran et Relizane

## Importante saisie de kif

Le section de recherche de la Gendarmerie nationale d'Oran, en coordination avec un détachement de la 2<sup>ème</sup> Région militaire, a procédé à la saisie de 14,30 quintaux de kif traité dans les wilayas d'Oran et Relizane, indique hier un communiqué de la Direction régionale de la communication, de l'information et de l'orientation de la 2<sup>ème</sup> Région militaire.

Munis d'un mandat de perquisition délivré par le procureur de la République près le tribunal d'Oran, les gendarmes ont procédé, au domicile d'un suspect, à la saisie de 1,30 quintal de kif, dissimulé dans une chambre. Deux autres quintaux de la même substance prohibée ont été découverts dans la malle d'un véhicule. Trois narcotrafiquants ont été arrêtés dans le cadre de cette affaire, précise-t-on de même source.

La seconde prise a été opérée dans la wilaya de Relizane par un détachement de l'ANP qui a intercepté, au douar Kiyayba, dans la commune de Sidi Khattab, un camion chargé de 11 quintaux de kif. Quatre individus ont été arrêtés et un véhicule utilisé par les trafiquants a été saisi, précise-t-on de même source.

R. N.